

CAP-VERT

Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de la Pêche (MAAP)



AGRICULTURE ET PECHE :

STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT A L'HORIZON 2015 & PLAN D'ACTION 2005-2008

Résumé
(v5 - 2004)



Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

A. INTRODUCTION

Dix ans après la Conférence de Rio (1992) qui recommandait le développement d'une agriculture durable, force est de constater que les résultats atteints à ce jour se situent bien en deçà des attentes. Ainsi, dans un contexte de forte croissance démographique, le Cap-Vert doit faire face à des demandes pressantes afin d'améliorer la sécurité alimentaire, de réduire la pauvreté, principalement en milieu rural, et de préserver les ressources naturelles et l'environnement.

L'agriculture, au sens large, et le développement rural durables exigent l'identification de stratégies adaptées et efficaces, valorisant les ressources, économiquement rentables et socialement acceptables par le plus grand nombre. Le développement durable requiert une perspective à long terme et une large participation à tous les niveaux dans la formulation des politiques, la prise de décision, la mise en œuvre et le suivi-évaluation. Leur mise en place nécessite des capacités institutionnelles importantes, de mobiliser des ressources financières ainsi que des compétences et des outils appropriés qui font trop souvent défaut.

Face à ce constat, l'objectif est de rassembler les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux pour établir un diagnostic des différents systèmes agricoles/ruraux et pour travailler ensemble afin d'identifier des politiques et des stratégies novatrices en vue de : (i) la réduction de la pauvreté rurale et de l'insécurité alimentaire, (ii) l'augmentation durable de l'offre et de la disponibilité des produits agricoles, halieutiques et forestiers, (iii) le maintien et le renforcement de l'utilisation durable des ressources naturelles, et (iv) la production de connaissances (R-D) sur l'alimentation et l'agriculture, la pêche et la forêt et leur appropriation par les populations rurales.

La formulation de la stratégie de développement agricole et de la pêche, s'appuie sur des politiques, initiatives et dynamiques en cours, parmi lesquelles : (i) la vision stratégique de développement à moyen terme du Gouvernement, présentée dans les Grandes Options du Plan 2002-2005 (GOP), (ii) le document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) du pays, indiquant la sécurité alimentaire et la garantie de la cohésion sociale en milieu rural comme des axes stratégiques importants, (iii) le programme national de sécurité alimentaire du Cap-Vert, avec une orientation marquée pour la réduction de la pauvreté, (iv) le PANA II en cours d'élaboration, (v) le document UNDAF pour le Cap-Vert élaboré en septembre 2002, avec quatre axes d'intervention prioritaire et cinq dimensions transversales, (vi) la dimension genre, pour favoriser la participation effective de toutes les couches de la société (notamment les femmes) au processus de développement socio-économique du pays, et (vii) les dynamiques d'intégration sous-régionale en cours dans le cadre de la CEDEAO, et du CILSS, et continentales dans le cadre du NEPAD.

Dans ce cadre, le Gouvernement a sollicité l'assistance de la FAO, au titre du programme de coopération technique, pour l'aider à élaborer une stratégie de développement agricole à long terme (horizon 2015) et préparer un Plan d'actions prioritaires à moyen terme (horizon 2008). A ce titre, l'équipe du projet a (i) analysé la situation actuelle du secteur, (ii) identifié ses contraintes et opportunités, (iii) développé des options politiques, des stratégies et des outils innovateurs d'aide à la décision qui favorisent et contribuent à l'évolution des systèmes de production agricoles vers le développement rural durable, et (iv) produit un plan d'action pour la période 2005-2008. La continuité (dans le changement) du plan national de développement 2002-2005 du gouvernement, les liens et les cohérences entre les actions dans les différents sous-secteurs et les filières, le rôle des différents acteurs (producteurs, état, collectivités locales décentralisées, secteur privé, opérateurs économiques et partenaires au développement), les moyens financiers à mobiliser pour leur développement ont été pris en considération.

L'exercice s'inscrit dans un processus intégré et utilise les outils d'analyse développés dans le cadre de l'approche des *moyens d'existence durables* (MED) : cette approche est ciblée sur les personnes (homme/femme) pour les aider à réaliser leurs aspirations dans le cadre de leur environnement naturel, humain, social, technique, physique et politique. Participative, flexible et multi-niveau, cette approche met l'accent sur la valeur ajoutée et les avantages comparés des partenariats en faisant bon usage des expériences, capacités et compétences de tous les acteurs, tout en recherchant un équilibre durable entre les dimensions économiques, institutionnelles, socioculturelles et la conservation de la dotation en ressources naturelles. L'élaboration du présent document s'inscrit également dans le cadre de l'appui à la préparation du programme capverdien d'investissement à moyen terme et à la formulation de projets bancables pour la mise en œuvre du PDDAA/NEPAD.

B. CONTEXTE

Le pays. Avec une superficie de 4.033 km², la République du Cap-Vert est un archipel sahélien de 10 îles d'origine volcanique (dont 9 habitées) situé à environ 500 km à l'Ouest des côtes du Sénégal. L'archipel est divisé en deux groupes : les îles de Santo Antão, São Vicente, Santa Luzia, São Nicolau, Sal et Boavista appartiennent au groupe Barlavento (dans le vent), alors que les îles de Maio, Santiago, Fogo et Brava font partie du groupe de Sotavento (sous le vent). La pluviométrie moyenne est de 230 mm/an, avec de fortes variations locales suivant l'exposition aux vents du NE : seul 10% de la superficie sont considérés comme potentiellement cultivables. La population du Cap-Vert a connu des grandes oscillations provoquées par des crises chroniques d'insécurité alimentaire, accompagnées d'importants flux migratoires : en 2000 la population résidente était de 431.989 personnes, dont 51.6% de femmes. Le taux de croissance annuel moyen de la population durant la dernière décennie était de 2.4%, et la population urbaine représente 54% de la population totale en 2000, contre 44.1% en 1990. La population capverdienne est extrêmement jeune avec 42% de moins de 15 ans, alors que la population rurale est vieillissante : l'espérance de vie moyenne est de 71 ans. Le chômage, évalué en 2000 à 17.3% de la population active, affecte plus fortement les femmes, la classe d'actifs de 15-24 ans et les urbains.

La pauvreté au Cap-Vert est un phénomène structurel qui est étroitement lié à la faiblesse de la base productive ainsi qu'aux caractéristiques de l'économie. La pauvreté est étroitement liée à l'accès aux ressources, à l'emploi, au sexe et au niveau d'alphabétisation du chef de famille, dont 38% sont des femmes. La pauvreté a augmenté, sa structure s'est invertie et les inégalités dans la distribution du revenu se sont accrues au cours de la dernière décennie : 36% de la population résidente au Cap-Vert est pauvre et 20% vit dans la pauvreté absolue. Par rapport à 1988/1989, la pauvreté a progressé de 46% à 51% en milieu rural et de 18 à 25% de la population en milieu urbain. Toutefois, près de 63% des pauvres continuent de résider en milieu rural, où 30% des personnes vivent dans la pauvreté absolue. Le Cap-Vert est classé à la 103^e place sur 175 pays, avec un indice de développement humain (IDH) moyen de 0,727. La mortalité infantile est de 23,1 pour mille (2000) et l'incidence déclarée des infections sexuellement transmissibles (IST) et du VIH/SIDA est de 1,4% (1988).

Les consommations alimentaires moyennes par personne et par an sont estimées à 210 kg de céréales, 21 kg de haricots, 20 kg de viande, 20 kg de poisson et 80 kg de produits horticoles. Les disponibilités caloriques ont fortement augmenté, de 2.500 kcal/personne/jour en 1980 à 3286 kcal en 2000. L'aide alimentaire présente un caractère structurel et au cours des six dernières années plus de 90% des produits alimentaires de base (maïs, riz, blé) provenaient de l'extérieur, tant sous la forme d'aide alimentaire que d'importations commerciales. Par contre, les besoins en protéines, lipides, vitamines, etc. sont majoritairement couverts par les productions agricoles et de la pêche locale. Du point de vue nutritionnel, 19% des enfants de moins de 5 ans sont en sous poids, 26% ont des retards de croissance et 3% sont émaciés. Au Cap-Vert, la question de la sécurité alimentaire se pose en priorité en termes d'accessibilité des populations les plus pauvres aux aliments.

Macro-économie. Le Cap-Vert a connu au cours des dernières années une croissance économique annuelle moyenne de 6,4%, sous l'impulsion de réformes visant à améliorer l'environnement économique notamment au travers de la libéralisation des marchés et le développement du secteur privé. Le PIB par tête d'habitant était de l'ordre de 1.378 \$US en 2002, contre 300 \$US en 1975 : pour cette raison, le pays est classé aujourd'hui comme pays à revenu intermédiaire par la Banque Mondiale. L'économie est dominée par le secteur des services (71,6% du PIB en 2002), orienté essentiellement vers le marché interne : le secteur secondaire (industries et construction) compte pour 17,2% du PIB alors que le secteur primaire (11,2% du PIB en 2002) est fortement conditionné par la faiblesse de ses ressources naturelles et les aléas climatiques. Nonobstant cette situation, le Cap-Vert a enregistré une croissance réelle du PIB de 7 % durant les années 90, pour environ 4-5% actuellement. Le taux moyen d'inflation est de l'ordre de 3%.

En dépit des progrès enregistrés, le pays reste confronté à un problème macroéconomique fondamental lié à un déséquilibre structurel entre la production nationale (qui ne couvre que 10-15% des besoins) et la consommation interne. Ce déséquilibre cause un déficit permanent de la balance des transactions courantes (BTC) et l'économie dépend fortement des transferts des émigrants et de l'aide extérieure qui représentent ensemble environ 29% du PIB en 2000. La tendance des transferts financiers de la diaspora (6-700.000 personnes) est à la baisse depuis les années 90, passant de 25% du PIB en 1980, à moins de 16% en 2000.

Durant la période 2000-2003, la valeur moyenne des exportations (40.4 millions de \$US/an) représente à peine 15.8% des importations, avec une croissance significative des recettes du tourisme. La dette extérieure a augmenté continuellement de 44% (1998) à 52.5% (2000) du PIB, dont 56% ont été contracté vis-à-vis de l'IDA/BM et de la BAD, alors que la dette bilatérale représente 27% de la dette totale. En 2000, le service de la dette est de 17% des exportations de biens, de services et des transferts privés. Dans le cadre de la politique de libéralisation (PND 1997-2000), un accent particulier a été mis sur le développement des investissements étrangers, estimés à 31 millions de dollars en 2000 (5,4% du PIB).

Depuis son indépendance, le Cap-Vert a promu une politique visant l'intégration régionale : il est ainsi devenu membre de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union Africaine, du Comité permanent de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), et de la Communauté des Etats de Langue Lusophone (CPLP et PALOP). Le pays demeure largement lié au Portugal qui a été destinataire de 80% et de 52,4% respectivement de ses exportations et de ses importations en 2000. Les échanges avec le continent africain, notamment la CEDEAO demeurent faibles, dû au manque de communication et d'information entre les différents opérateurs économiques de la sous région.

C. LE SECTEUR RURAL : AGRICULTURE ET PECHE

Les ressources. Le climat sub-canarien sec du Cap-Vert bénéficie d'une pluviométrie moyenne de 230 mm/an, très irrégulièrement répartie dans l'espace et dans le temps, avec des cycles périodiques de sécheresse et de pluies torrentielles. Les sols d'origine volcanique (basaltiques à 80%) sont peu différenciés : seul 10% du territoire national sont potentiellement cultivables (env 41.000 ha), dont 3-5000 ha irrigables. Le bilan hydrologique (INGRH, 1997) montre que seuls 13% des pluies rechargent les aquifères. Les ressources en eau souterraine sont estimées à 124 millions de m³ par an dont, en année normale, 65 millions de m³ sont techniquement exploitables contre seulement 44 millions de m³ en année sèche.

Les ressources en eau superficielle sont estimées, en moyenne, à 181 millions de m³/an. La répartition des zones agro-écologiques (ZAE), sur base de la pluviométrie moyenne et de l'altitude, détermine les systèmes de production agricoles et leurs potentialités : la ZAE I des basses terres arides (<200 mm), la ZAE II semi-aride (200-400 mm, soit 12-17.000 ha), la ZAE III sub-humide (400-600 mm, soit 14-17.000 ha), la ZAE humides d'altitude (> 600 mm, soit 3.5-7.000 ha) et la ZAE V des terres irriguées (1.850 ha).

La biocénose du milieu marin de la zone économique étendue (ZEE) du Cap-Vert (734.265 km²) est marquée par une diversité biologique qui découle de la complexité des écosystèmes marins, dont les écosystèmes littoraux côtiers, les récifs et coraux, les unités océaniques et les écosystèmes benthiques. Le potentiel en ressources halieutiques exploitables est estimé entre 26.000 et 42.000 tonnes/an. Les principales ressources halieutiques du pays sont représentées par : (i) les grands pélagiques océaniques tels que les thonidés migrateurs et les espèces voisines, les requins etc. (25-30000t/an), (ii) les petits pélagiques côtiers, tels que les chinchards et maquereaux (4.500-6.500 t/an), (iii) les démersaux, tels que les mérous, sars, etc. (3.000-5.000t/an), et (iv) les langoustes de profondeur et de surface (90-115t/an).

La production végétale. Les systèmes d'exploitation agricoles en régime pluvial de type familial (1.25 ha en moyenne) sont prédominants sur toute l'étendue du pays, avec comme principale culture, l'association 'maïs-haricot' (95% des terres emblavées). En 2001, 30.676 ha étaient emblavés en cultures pluviales de maïs-haricots, dont 53% sur Santiago (ST), 22% sur Fogo (FO) et 13% Santo Antão (SA). Les productions annuelles sont aléatoires en fonction des conditions climatiques et ont varié entre 1300t et 21.000 t pour le maïs et de 1.600 et 7.300 t pour les haricots depuis 1988. Les rendements moyens sont très faibles, de l'ordre de 300 kg/ha et de 90 kg/ha, respectivement, pour le maïs et les haricots. Peu intensifiée, la production agricole en pluvial demeure très peu diversifiée : cependant, en zone humide et sub-humide l'intégration des cultures maraîchères, des racines et tubercules et des arbres fruitiers dans les systèmes d'exploitation, s'est renforcée au cours de la dernière décennie, dans une logique de complémentarité économique.

Les zones irriguées occupent actuellement une superficie totale d'environ 1.850 ha, exploitées avec une intensité d'environ 1.5, et dont 57% sur SA et 33% sur ST. Le nombre d'exploitants de terres irriguées était estimé en 1988 à environ 7.500 (superficie moyenne de 0.25 ha), dont 50% en faire-valoir direct. Les principales cultures sont la canne à sucre (900 ha), les bananes (150-160 ha, dont 50% en micro-irrigation) et

les cultures maraîchères (750 ha, dont 20% en micro-irrigation). Introduite en 1993, la micro-irrigation couvre actuellement environ 300 ha. Les productions maraîchères ont progressées de 14%/an durant les dix dernières années et ont atteint en 2000 un total estimé à 18.500 t. La production totale de R&T en 2000 est estimée à 10.700 t, partagée à part égales entre la patate douce, le manioc et la pomme de terre. Le Cap-Vert dispose d'environ 450.000 arbres fruitiers de plus de 20 espèces différentes, dont la production, destinée au marché interne, est estimée comme suit : bananes (6.500-7.000 tonnes), fruits tropicaux (5.300 t), fruits tempérés (400 t) et divers (300 t). Notons également, quelques productions spécialisées, telles que le café (30-50 t/an), le vin (45-60.000 l/an) et le grog (12.500 hl/an).

La production animale. L'activité de l'élevage familial est intégrée à la production végétale et représente une composante importante des revenus et de la sécurité d'existence d'environ 41.000 ménages, soit environ 60% de la population totale. Très dépendants de l'agriculture et des pâturages naturels, les systèmes d'exploitation des ruminants (106.600 caprins, 8200 ovins, 20.900 bovins et 13679 équidés) sont caractérisés par une faible productivité (lait et viande) et l'effectif est largement excédentaire par rapport aux ressources fourragères, principalement en ZAE I et II. L'élevage des porcs (65.730 animaux en 1997, dont 54% sur ST), est pratiqué dans près des trois quarts des exploitations familiales : l'intensification de l'élevage porcin se développe depuis quelques années, suite à la relance des races et des techniques améliorées d'élevage par la DSE/DGASP. Les exploitations avicoles (420.000 poules) demeurent majoritairement 'traditionnelles', mais l'aviculture intensive (chair et œufs) avait beaucoup progressé, avec un total de 199 unités en 1994/1995. Outre quelques carences techniques et structurelles, ce secteur a été pénalisé lourdement au cours des dernières années par la concurrence des importations de poulets congelés : de ce fait, une grande partie des unités de production de chair ont dû être désactivées. Notons une tendance récente à la diversification des espèces élevées, y compris les lapins (3500), les canards (2700) et dindons (700), ainsi que l'apiculture.

La production sylvicole. Sur base du nombre de plants 'fixés' jusqu'en 2002 et d'une densité moyenne de 400 arbres/ha, l'estimation de la surface actuellement boisée au Cap-Vert est évaluée à 21.1% du territoire : les taux de boisement les plus élevés se trouvent à ST (51.3%), Brava (34.7%), Fogo (23.7%), Maio (14.8%) et Santo Antão (11.3%). Suivant différentes estimations, les productions annuelles de produits ligneux sont estimées 84.260 tonnes (PAFN, 2001), dont seulement 28 m³ de bois d'oeuvre. La production fourragère annuelle est estimée en 1991, à 36 841 tonnes de matière sèche. En extrapolant les valeurs de consommation urbaines et rurales générées par l'enquête de consommation de bois de feu sur Santiago (FAO, 2001) à l'ensemble du Cap-Vert, sur base de la répartition des populations rurales et urbaines, la consommation domestique annuelle est estimée à 112.000 tonnes/an en 2000, dont 50% sur l'île de Santiago. Le Plan Energétique National (PEN) conclut à un déficit de plantation de 15.371 ha depuis 1993, qu'il serait illusoire de vouloir combler uniquement par des reboisements, compte tenu du déficit foncier et des modestes ressources financières disponibles.

La production halieutique. Le nombre de pêcheurs en 2000 (5260 dont 80% d'artisans) est pratiquement au même niveau qu'en 1990, alors que le nombre de vendeuses de poisson était passé de 1500 en 1990 à 3500 en 2000. Le nombre de bateaux de la flottille artisanale était passé de 1400 en 1998 à 1257 en 2001, alors que le taux de motorisation était estimé à 73%. La flottille industrielle était composée de 69 bateaux actifs en 2001. Sur la période 1998-2001 les captures moyennes étaient de 9885 t/an, dont 37% de thonidés, 45% de pélagiques, 12% de démersaux et 6% de divers. En 2000, la pêche artisanale représente 60% des prises globales, alors que la flotte industrielle étrangère représenterait 500-1000 t/an, soit 5-10% des prises totales. Dans le domaine de l'aquaculture/mariculture, des études de faisabilité de la mariculture sont actuellement en cours (Coopération des Canaries). Les exportations des produits de pêche (63% des exportations en valeur en 1993) ont fortement diminuées, notamment suite à l'interdiction d'exportation vers l'UE : en 2001, 224 tonnes ont été exportées pour une valeur de 27 mille contos. La production des conserveries a été estimée à 284 tonnes et 237 tonnes respectivement en 1998 et 1999.

Autres activités rurales. Outre les activités de production agricoles et de la pêche, la diversification des sources de revenus par des activités génératrices de revenus, tels que le petit commerce, l'artisanat, prestation temporaire de services dans les zones urbaines, etc., contribuent aux conditions d'existence des ruraux. Les actions des FAIMO permettent d'injecter des salaires pour assurer la 'survie' des populations les plus pauvres, notamment dans les zones affectées par des conditions climatiques défavorables. Bien qu'en expansion, le tourisme rural n'est pas encore intégré aux activités économiques des populations rurales et de leurs organisations.

D. LE CADRE STRATEGIQUE

Le Gouvernement. La vision stratégique de développement à court et moyen termes du Gouvernement, présentée dans les 'Grandes Options du Plan (GOP 2002-2005) est de : (i) promouvoir la bonne gouvernance comme facteur de développement, en réformant l'Etat, en intensifiant la démocratie et en renforçant la citoyenneté, (ii) promouvoir la capacité entrepreneuriale, la compétitivité et la croissance ; élargir la base productive, (iii) développer le capital humain et orienter le système d'enseignement/formation vers les domaines prioritaires de développement, (iv) promouvoir une politique globale de développement social, luttant contre la pauvreté et renforçant la cohésion et la solidarité, et (v) développer des infrastructures de base et économiques et promouvoir l'aménagement du territoire pour un développement équilibré. Ces options cadrent avec les principaux axes de la stratégie globale pour la réduction de la pauvreté (iPRSP).

Le Plan National de Développement (PND) 2002-2005, fut élaboré en 2003 sur base des grandes options du plan (GOP) et les 36 programmes groupés suivant les grandes options. Le secteur rural est couvert explicitement au programmes P-13 (Réorganisation et développement de la pêche) et P-14 (Modernisation du secteur agricole et développement rural. Cependant le développement rural est également abordé comme composante transversale au niveau d'autres programmes tels que la décentralisation (P-4), la communication sociale (P-6), le promotion de la NTIC (société de l'information) (P-9), le tourisme voir agro-tourisme et tourisme rural (P-10), la formation professionnelle (P-15), le développement des micro-entreprises (P-22), la lutte contre la pauvreté rurale (P-27), la protection et conservation de l'environnement et des ressources naturelles (P-31), le développement des infrastructures rurales de base (eau, énergie) (P-33), la promotion des infrastructures routières/portuaires (P-34) et le développement des systèmes de transport (P-35)

Pour tirer avantage des potentialités du secteur agricole, un ensemble de politiques et de mesures adéquates devront être matérialisées, en particulier : (i) la mise en oeuvre d'une politique de protection de l'environnement et des ressources naturelles, (ii) l'aménagement de l'espace rural et, notamment des bassins versants dans une perspective d'une gestion intégrée des ressources hydriques et foncières associées au développement agro-sylvo-pastoral, (iii) l'adéquation entre la législation et les instruments de promotion d'un nouveau contexte de développement, (iv) l'adéquation de la capacité technique et organisationnelle des opérateurs afin qu'ils puissent assumer le rôle d'agents incontournables de développement, (v) la définition et la mise en oeuvre de politiques de formation et de recherche orientée sur la résolution des problèmes identifiés avec la capacité de promouvoir le développement et la modernisation de l'agriculture.

Avec l'amélioration de l'aménagement de l'espace rural, l'expansion et la diversification de la base productive, le développement intégré et multifonctionnel du secteur rural permet d'articuler : (i) la protection de l'environnement, (ii) l'aménagement du territoire, (iii) la gestion des ressources naturelles, y compris des mesures de rationalisation et d'optimisation de l'utilisation de l'eau d'irrigation, (iv) la sécurité alimentaire, (v) la diversification des activités productives et de prestation de services, (vi) la densification d'un tissu de micro, petites et moyennes entreprises, et (vii) la création/maintien d'emplois à la campagne. A cet effet, un réseau de services et d'institutions d'appui à la production sera établi, notamment par le renforcement des services d'extension et d'animation rurale.

Pour le secteur des pêches, le Gouvernement a fixé comme objectif stratégique d'améliorer la performance du secteur, par : (i) l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan de gestion du secteur pour l'exploitation durable des ressources halieutiques, (ii) la modernisation des structures productives (flotte, conserveries et infrastructures d'appui) et introduction des modèles adéquats de gestion, (iii) la formation/entraînement des opérateurs, (iv) le renforcement des capacités institutionnelles (formation et entraînement des ressources humaines), (v) la révision et l'adéquation du système des incitations, (vi) la dynamisation des communautés de pêche à travers les diversifications des activités et la mise en place des programmes et projets intégrés, (vii) le développement des capacités de recherche et renforcement des synergies entre la recherche et le développement, et (viii) la définition et la mise en place d'un système d'information comme support pour l'élaboration des politiques et gestion des ressources.

Enfin notons que les orientations du gouvernement ont également été définies dans le cadre de programmes nationaux pour la lutte contre la pauvreté (PNLP), la sécurité alimentaire, l'environnement (PANA 2 en formulation), la lutte contre la désertification, etc. et les plans sectoriels de développement de l'élevage (PDE), de la forêt (PNAF), de l'irrigation, de l'horticulture (PDH), etc. Le plan stratégique du développement agricole/rural à l'horizon 2015 et le plan d'action 2005-2008 sont en cours de validation.

Les bailleurs de fonds. Les principales contributions aux programmes d'investissements publics (PIP) dans le secteur agricole au cours des années 2000-2004, montrent que les coopérations des Pays-Bas (environnement, pêche et horticulture), de l'ACDI-EU (travaux CSA et afforestation) et du Japon (infrastructures de pêche et hydraulique rurale) représentent ensemble 60% des appuis apportés au développement du secteur rural. D'autres pays tels que l'Allemagne (gestion et conservation des ressources naturelles et pêche artisanale), l'Autriche (développement rural intégré, ...), le Luxembourg (l'élevage caprin, l'eau/sanitation), le Portugal (la formation), l'Italie (secteur fruitier et statistiques agricoles) et la France (environnement et formation) ont apporté une contribution permanente au développement rural. Due au recentrage des coopérations bilatérales des pays européens sur un nombre restreint de pays, la diversité des appuis sera réduite dans le futur : cependant l'appui de l'UE (eau potable, assainissement, infrastructures routières, secteur fruitier) devrait partiellement pallier à cette diminution. Enfin, des appuis ponctuels ont été accordés par divers donateurs, tels que la Suède (recensement agricole), la Chine (barrage de Poilão-ST), l'Arabie Saoudite et d'autres. Signalons également, que certains appuis ont été réalisés directement au travers des ONG, tant dans le secteur agricole que de la pêche, en particulier dans les domaines relatifs au développement des activités liées aux femmes et au micro-crédit.

La contribution financière des partenaires internationaux au PIP agricole au cours des années 2000-2004 se subdivise en dons de la part des institutions de l'ONU (11% du PIP en moyenne) et en prêts consentis par les institutions financières internationales et régionales (19% du PIP en moyenne). La stratégie du PNUD et les institutions spécialisées des NU fut développée dans le cadre de l'UNDAF pour le Cap-Vert, avec quatre axes d'intervention prioritaire pour la période 2002-2005: (i) la bonne gouvernance, (ii) l'accès aux services sociaux de base, (iii) la création d'opportunités économiques pour les pauvres, et (iv) la lutte contre le VIH/SIDA. Cinq dimensions transversales ont été systématiquement prises en compte pour chacun de ces quatre axes, à savoir : le genre, le renforcement des capacités nationales, la collecte des données pour le suivi et l'évaluation, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi que la mobilisation des ressources. Outre les contributions budgétaires limitées, les organisations internationales jouent un rôle capital dans le cadre de l'appui institutionnel permanent au gouvernement et l'élaboration de stratégies globales tels que la lutte contre la pauvreté (PNUD) et la sécurité alimentaire (FAO).

La Banque mondiale (BM) n'intervient pas directement dans le secteur agricole et des pêches, mais plutôt indirectement dans les secteurs des réformes économiques, la lutte contre la pauvreté, l'assainissement et la promotion du secteur privé. Le FMI apporte son appui aux réformes économiques. La BAD a co-financé avec la BADEA un projet de développement de la pêche industrielle et l'aménagement du bassin versant de Picos et d'Engenhos (ST). Le FAD concentre ses efforts dans le secteur social (éducation), la lutte contre la pauvreté, les transports, l'agriculture et pêche, l'appui institutionnel et les réformes économiques. La BADEA intervient dans le secteur de l'agriculture et pêche ainsi que celui des transports. Le FIDA intervient actuellement dans le cadre du PNLPR et de la pêche en vue d'améliorer l'accès aux actifs (ressources) pour que la croissance soit largement répartie et que la pauvreté recule.

Enfin, la réunion de consultation avec les partenaires au développement du Cap-Vert (Avril 2003) s'inscrit dans la continuité du dialogue sur les politiques du PND. Cinq programmes stratégiques prioritaires (PSP) furent débattus, dont : (i) la stabilité macro-économique et la dette publique intérieure ; (ii) les infrastructures et l'aménagement du territoire, (iii) l'éducation et la valorisation des ressources humaines, (iv) la réforme et la modernisation des administrations publiques, et (v) l'environnement, y compris la reconversion des modes de production agricole et le développement agro-sylvo-pastoral. Dans ce cadre, une des priorités est d'améliorer l'accès aux différentes formes de ressources (naturelles, humaines, sociales, physiques et leurs complémentarités) pour que la croissance soit largement répartie et que la pauvreté recule.

Le PIP 2004. Le programme d'investissement 2004 comprend (i) l'appui à la pêche (22%), l'agriculture et le développement rural (57%), l'appui socio-économique (6%) et l'environnement (15%) : les sous-programmes majeurs de l'investissement sont constitués par (i) le développement de la pêche industrielle (11.5%), les infrastructures de captation et de mobilisation de l'eau (15%), les projets intégrés de développement des bassins versants (15%), l'afforestation (7%), la mobilisation et la distribution de l'eau (6%), ainsi que le renforcement institutionnel du secteur de l'environnement (5%). La contribution programmée du gouvernement au PIP rural est de 380.374 contos, soit 9% du budget global. Pour 2005, une cinquantaine de propositions de projets (fiches) ont été pré-formulées dans le cadre du plan d'action 2005-2008 de la stratégie de développement agricole à l'horizon 2015. En vue d'éviter la dispersion sectorielle et

d'intégrer ces projets dans les programmes prioritaires du PNIMT, il est souhaitable que les partenaires valident d'abord les programmes prioritaires d'investissement.

Quelques leçons apprises. L'approche projet, soit sectorielle soit géographique, constitue la voie générale utilisée par tous les bailleurs de fonds dans le secteur agricole et de la pêche. Ce n'est que très récemment que l'approche programmes a été utilisée par plusieurs bailleurs de fonds, de même que l'appui budgétaire qui a également été initié. Les nombreux projets et réformes mis en œuvre par le gouvernement et les partenaires au développement depuis l'indépendance, bien qu'ayant contribué à la conservation des ressources (i.e. projets forestiers) n'ont pas permis un véritable changement pour la modernisation du secteur agricole et de la pêche, exception faite du secteur horticole. Ainsi, les impacts sont limités en termes d'amélioration des conditions d'existence des ruraux et de contribution au développement économique du pays. Les principales causes identifiées peuvent se résumer comme suit :

- l'insuffisance des démarches participatives entraînant une faible implication des bénéficiaires, qui très souvent se désintéressent de l'avenir des "acquis" du projet, et de la maintenance des infrastructures en particulier;
- la multitude d'appuis ponctuels, de montants moyens relativement faibles, et le manque d'intégration et de coordination entre les différentes interventions bénéficiant de financements extérieurs a démontré des faiblesses de coordination, un manque de cohérence aux yeux des bénéficiaires directs et engendré des gaspillages de ressources,
- le niveau élevé des coûts du personnel et de fonctionnement par rapport à l'investissement tant physique (infrastructures locales, etc.) que humain (formation à la base),
- la 'fuite' des compétences humaines formés par les projets,
- les objectifs des coopérations ne correspondent pas toujours avec les priorités nationales du développement rural (absence de stratégies claires et de dimensionnement adapté)
- l'inefficacité de la mise en oeuvre des instruments de pérennisation, l'absence de dispositifs de suivi/évaluation, la sous-utilisation des ressources mises à disposition, etc.

Cependant depuis quelques années, des améliorations ont influencé positivement les performances globales des interventions, notamment : (i) la prise en compte de la durabilité de la gestion des ressources naturelles pour pérenniser les acquis et leur appropriation, (ii) le cadre global défini par le PNLP, comme base de la politique de développement rural, (iii) les plans de développement sectoriels comme guide d'une approche programme, (iv) l'approche participative, bien que souvent encore limitée à la prestation de travail, (v) la prise en compte de l'approche genre, (vi) l'émergence du secteur privé notamment dans le secteur des facteurs de production, et (vii) la contractualisation d'opérations à des organes privés et/ou associatifs (OCB, ONG, etc.). Cependant, des consolidations sont nécessaires et des améliorations possibles, pour utiliser au mieux les ressources disponibles pour viser un impact réel en termes de conditions d'existence durable des paysans et pêcheurs, et de croissance économique.

En outre, le Cap-Vert devrait saisir les opportunités que lui offre sa position géostratégique pour repérer les secteurs où il peut développer rapidement des avantages compétitifs, dans une quête continue et vigilante des meilleures niches pour une insertion dans l'économie mondiale. Il doit tirer avantage de ces réseaux politiques, économiques, géographiques, linguistiques ou culturels, tels la Macronésie, les PALOP, la CEDEAO, l'Afrique, la francophonie, les ACP/UE, les zones monétaires Euro et CFA, mais aussi le groupe des petites îles et des petits pays enclavés.

E. CONTRAINTES, OPPORTUNITÉS ET DEFIS

Contraintes. Outre l'exiguïté territoriale, liée à l'insularité, les sécheresses prolongées et récurrentes, et le rythme rapide de la croissance démographique, les principales contraintes du secteur rural résident dans: (i) la faible connaissance des potentialités des ressources terrestres et maritimes et l'inadéquation des pratiques traditionnelles de leur exploitation, (ii) le manque d'infrastructures et de leur gestion efficiente, (iii) le manque d'organisation des populations à la base et l'insuffisance du niveau technique et professionnel des producteurs, (iv) l'absence d'intégration des sous-secteurs ruraux, y compris des activités non agricoles, et (vi) la faible rentabilité des investissements agricoles et de la pêche en comparaison avec d'autres secteurs.

Au niveau institutionnel, les contraintes sont liées, entre autres : (i) au manque de ressources humaines et de capacités institutionnelles de l'administration publique, (ii) au cloisonnement des services sectoriels et entre institutions et services technico-administratifs, (iii) à la persistance de la centralisation qui freine le transfert des compétences administratives et financières vers le niveau local (municipalités et communautés), et (iv) à l'absence de politique foncière. En outre, la faiblesse de l'entrepreneuriat privé local dans le secteur rural (agriculture et pêche) et l'absence de crédits pour le financement des activités rurales rentables (agricoles, de la pêche et autres AGR) constituent des handicaps majeurs. Les contraintes spécifiques en termes de capitaux/ressources sont résumées comme suit :

- naturel : le manque de ressources en terre, eau et fourrages ; la dégradation des sols et de la biocénose ; dans le secteur de la pêche, la méconnaissance des stocks suivant les zones et des flux migratoires et la surexploitation des ressources halieutiques côtières,
- humain : la pression démographique élevée ; le faible niveau d'instruction de base et professionnelle des ruraux et des pêcheurs ; le manque d'actions d'information, d'éducation et de communication orientées sur les communautés paysannes et de pêcheurs ; la 'fuite' des jeunes vers les centres urbains ; la faible intégration des femmes et des jeunes dans les communautés rurales,
- sociale : la faible organisation des communautés rurales (voire individualisme), notamment pour la gestion de leur espace/territoire, des ressources rurales (i.e. l'eau et la terre), des infrastructures, etc. ; l'attentisme vis-à-vis de l'état et faible niveau de responsabilité et d'initiative socio-économique à la base,
- technique : la faible génération (R-D) et utilisation des techniques modernes et des facteurs de production améliorés ; la gestion inadéquate des ressources techniques et services d'appui techniques peu adéquats ; la faible productivité des cultures et élevages traditionnels et l'absence généralisée des services vétérinaires ; les techniques de captures déficientes et peu sécurisées de la pêche artisanale,
- économique/financier : le faible accès et disponibilité des systèmes financiers ruraux (épargne et crédit) ; la faible implication du secteur privé en amont et en aval de la production ; les timides tentatives de valorisation des potentialités et des produits, tant dans les secteurs de la production végétale, animale que de la pêche (y compris la mariculture) ; l'importation d'une large partie des facteurs de production, notamment pour l'élevage ; la faible valorisation des produits de l'agriculture et de la pêche capverdiennes tant pour le marché interne que l'exportation,
- physique : la faiblesse des dispositifs de captage, de stockage et de distribution de l'eau d'irrigation ; la gestion déficiente des infrastructures hydrauliques existantes ; les dispositifs anti-érosifs non-appropriés ; le déficit de dispositifs de tête pour la micro-irrigation ; les mauvaises conditions des infrastructures routières surtout secondaires ; le manque d'infrastructures socio-économiques rurales, y compris de marchés, de conservation, d'accès à l'eau potable et à l'énergie, de télécommunications, etc. ; les problèmes de gestion des infrastructures d'appui à la pêche surdimensionnées, inadéquates ou obsolètes (i.e. unités frigorifiques ou conserveries),
- politique/institutionnel : l'absence de politique foncière ; la déconcentration et la décentralisation timide ; les difficultés de réorganisation efficiente des institutions de l'état (problèmes sociaux) ; la faible exploitation des opportunités offertes par les accords internationaux, et le manque de moyens humains et financiers pour garantir la surveillance de la ZEE.

Le MAAP, au niveau central comme dans ses structures déconcentrées, comporte de grandes faiblesses susceptibles d'handicaper la mise en œuvre de programmes futurs. Au delà de réformes jugées indispensables, comme la réforme budgétaire en cours des programmes d'investissements publics, il existe des freins institutionnels spécifiques du secteur agricole susceptibles de limiter la capacité d'absorption des investissements, dont : (i) la très faible intégration des services, des programmes de travail et l'inadéquation des organigrammes, (ii) la faiblesse des ressources humaines techniques, socio-économiques et en gestion, et (iii) la gestion déficiente de l'information (capitalisation, analyse et partage entre tous les acteurs).

Le gouvernement a marqué une volonté manifeste de promouvoir la décentralisation et les résultats enregistrés montrent un réel progrès. Il faut cependant souligner que le processus est encore très jeune et

implique un besoin important d'apprentissage et de pratique, tant au niveau local que central. Au niveau institutionnel, la reconnaissance des organisations de base comme représentants des communautés et des terroirs permettrait de les engager sur le chemin de la responsabilisation. En outre, il existe : (i) une grande disparité entre les municipes en matière de compréhension des rôles et fonctions de chacun, (ii) une faiblesse des ressources humaines compétentes au sein de municipes, capables de soutenir le développement local, (iv) une faiblesse des ressources budgétaires des municipes, (v) un grand besoin d'investissement dans divers secteurs et des difficultés d'opérer des arbitrages, notamment par une hiérarchisation des problèmes prioritaires à résoudre.

Opportunités. Le Cap-Vert dispose d'un certain nombre d'atouts et de potentialités, sur lesquels le Gouvernement a décidé de bâtir sa stratégie de réduction de la pauvreté et de croissance économique dans un environnement macro-économique favorable. Les avantages comparatifs du Cap-Vert sont: (i) sa localisation géographique privilégiée, (ii) la stabilité sociale et politique, (iii) les ressources humaines jeunes et qualifiées, (iv) le prestige international, (v) la politique de soutien au secteur privé et l'environnement législatif propice à l'investissement et aux affaires, (iv) la convertibilité de l'escudo capverdien (ECV) et l'accès préférentiel à certains marchés externes et (v) le potentiel touristique. Les opportunités d'investissement du secteur privé dans le secteur primaire (agriculture et pêche) sont principalement situées dans les secteurs de : (i) la construction d'infrastructures, (ii) la production des intrants et des équipements, (iii) la transformation agro-alimentaire, (iv) la commercialisation en amont et en aval de la production, (v) les services tels que les transports, les télécommunications, les services d'appui techniques et sociaux, et surtout (vi) le tourisme rural sur terre et sur mer.

Reconnaissant l'importance du secteur rural dans la lutte contre la pauvreté, les voies et les moyens doivent être recherchés pour rentabiliser les faibles potentialités existantes. C'est ainsi que des pistes ont été identifiées notamment pour : (i) l'augmentation de la disponibilité de l'eau par la mobilisation des eaux superficielles et souterraines à travers la construction des infrastructures de captage et de retenue d'eau, (ii) l'augmentation de la productivité de l'agriculture irriguée permanente et d'appui, ainsi que la diversification des revenus agricoles en milieu rural, (ii) l'adéquation des systèmes d'exploitation de la terre aux conditions de l'environnement, dans une perspective d'utilisation durable des ressources, notamment, des sols et de l'eau, (iv) l'amélioration de la gestion des ressources hydriques par une utilisation accrue des techniques d'irrigation efficaces, (v) la promotion de la production agricole et des revenus ruraux par la participation des populations locales à la gestion de leur développement.

Des gains substantiels ont été déjà obtenus dans le développement du secteur de l'horticulture et de l'arboriculture fruitière et en termes de préservation de l'eau (i.e. micro-irrigation). D'autres opportunités se présentent tels que :

- la production de produits végétaux de qualité et de haute valeur ajoutée, susceptibles d'être canalisés vers le secteur touristique, voire exportés,
- la valorisation des produits animaux de 'terra' en aviculture, de la porciculture intensive, des produits et sous-produits de ruminants sur base de l'intensification de la production de fourrages, de la diversification des petits élevages dans les zones irriguées, de l'apiculture, etc.
- la relance de la pêche artisanale professionnalisée et sécurisée, la valorisation des produits de la mer (conservation, transformation et commercialisation) et la promotion des entreprises privées de pêche et de transformation industrielle des produits de la mer,
- la possibilité de créer des entreprises privées de production : (i) végétale et animale hors-sol, et (ii) de pêche industrielle bénéficiant des accords et des licences de pêche dans les eaux des pays de la région,
- le tourisme rural sur terre et sur mer.

Ces opportunités pourraient être rapidement mises en valeur avec des réformes institutionnelles notamment : (i) renforcement des organisations paysannes/pêcheurs et de la responsabilisation des acteurs à la base, (ii) le développement de services financiers adaptés à l'investissement rural (agricole et pêche), et (iii) l'amélioration des structures et de l'organisation des marchés. L'amélioration des actifs revêt de multiples formes par ailleurs complémentaires telles que :

- capital naturel : l'abondance des eaux superficielles, le potentiel halieutique disponible au niveau de la ZEE et les accords de pêche, l'existence de conditions favorables pour pratiquer l'aquaculture, le PANA national et municipal,

- capital humain : le dynamisme de la jeunesse formée, les capacités de formation professionnelle pour l'agriculture et la pêche), les programmes régionaux de formation spécialisée, la formation des cadres à l'approche genre, le savoir-faire/connaissances techniques des paysans et des pêcheurs,
- capital social : l'émergence des organisations paysannes et de leurs fédérations, l'appui des ONG au renforcement des OP,
- capital technique : l'existence de l'INIDA et de l'INDP, les techniques agro-forestières et sylvo-pastorales, les techniques de production intensive en horticulture, les variétés et races à haute performance, les technologies de conservation de l'eau et techniques de micro-irrigation, les appuis techniques privés (services vétérinaires, irrigation) dans le cadre de la modernisation économique, les services techniques de contrôle de qualité des produits halieutiques, les techniques de mariculture
- capital économique et financier : existence d'institutions financières comme la BCA, CECV, d'ONG's pour concession de micro-crédit et de mutuelles d'épargne et de crédit (MEC), émergence du secteur privé en amont et en aval de la production, existence de marchés d'emplois saisonniers, notamment dans le secteur de la transformation,
- capital physique : création d'infrastructures rurales pour accéder aux ressources et aux marchés : barrages/réservoirs, têtes d'irrigation, etc., l'existence d'infrastructures de pêche et d'une flottille en voie de rénovation,
- capital politique : émergence de la décentralisation, existence d'une législation sur la pêche, l'environnement favorable pour la constitution de joint-ventures, la volonté de renforcer la coopération régionale, sub-régionale et internationale (ressources, formation, etc.).

Les FAIMO (Chantiers à haute intensité de main d'œuvre) constituent un mécanisme utilisé par le gouvernement dans la lutte d'urgence contre la pauvreté : cette approche, orientée à court terme, mériterait d'être mieux inscrite par le gouvernement dans la problématique de développement rural global à long terme, en vue d'établir une base pour le développement économique durable, y compris pour les populations les plus pauvres.

Défis. Le rôle et les fonctions du secteur agricole sont multiples, notamment : (i) en priorité, assurer les conditions d'existence durables de leur famille et de la communauté locale, (ii) contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays, (iii) contribuer au PIB et à la balance commerciale du pays et (iv) contribuer au façonnage du paysage, comme 'jardinier' de l'environnement. La réduction de la pauvreté rurale passe par la promotion d'activités économiquement rentables, tant dans le secteur agricole/pêche que d'autres domaines de génération de revenus, y compris le tourisme rural. Vu la précarité des ressources, la question démographique constitue dans tous les cas de figure un élément critique de la politique de développement du Cap-Vert : la population résidente atteindrait environ 630.000 personnes en 2015 avec un taux d'urbanisation de 59%.

Produits végétaux. Les besoins en céréales en 2015 ont été évalués à 133.000 t/an de céréales (200 kg/hab./an), dont 47% de maïs couverts à raison de 50% par la production nationale (soit environ 20.000 tonnes) générée ZAE III et IV pour respectivement 71% et 26%. La consommation moyenne de haricots progressera de 18.5 kg/hab./an à 25 kg/hab./an en 2015, soit environ 15.657 t/an en 2015 (dont 30% de congo), tout en réduisant le total des importations de haricots sec de moitié. Le Cap-Vert ciblera à l'horizon 2015 un niveau de consommation moyen de 100kg/hab./an de fruits et légumes, soit une production annuelle brute de 33.780 t de légumes, de 43.400 t de racines et tubercules et de 23.150t de fruits.

Produits animaux. Sur la base d'une consommation moyenne stable par tête d'habitant (21.5 kg/habitant), les besoins annuels en 2015, sont estimés à 13.500 t de viande (dont 27% seraient importés), 56 millions d'œufs et 69.000 tonnes de produits laitiers (dont 72% importés). A l'exception de Santo Antão et de la ZAE IV, les besoins en fourrages seront satisfaits pour moins de 50% des besoins : les priorités de d'appui à la production fourragère devront cibler la ZAE II (sylvo-pastorale) et la ZAE III (agro-sylvo-pastorale) à raison de 25-30% en zone humide contre 70-75% en zone semi-aride (et aride) et la valorisation des ressources naturelles (sel, etc.), des sous-produits agricoles et industriels (sons, drèche, mélasses, etc.).

Pêche. Suivant les hypothèses retenues, la consommation moyenne de la population augmenterait d'environ 1% par an pour atteindre 22.5 kg/hab./an (14.130 t/an en 2015), avec une part grandissante des thonidés dans la consommation future (>50%). La relance des exportations permettra d'atteindre 2000 t/an en 2015, dont environ 50% constituent des captures des flottes étrangères. La productivité de la pêche augmentera globalement de 5% par an, ce qui requerra : (i) la modernisation effective des flottes de la pêche artisanale (60-65% des prises), (ii) la dynamisation de la pêche industrielle et semi-industrielle privée, (ii) l'adaptation des unités industrielles de transformation et (iii) la réhabilitation des systèmes de distribution et de

commercialisation, en vue de garantir la qualité souhaitable, avec les normes d'hygiène et de qualité exigées.

Production sylvicole. Considérant la consommation annuelle d'environ 115.000 tonnes en 2000, il apparaît que toute la croissance annuelle de la biomasse (70.000 t/an) est surexploitée. Ce déficit s'accroîtra avec les années et atteindra en 2015 environ 80.000 tonnes et 125.000 tonnes respectivement par rapport à la croissance annuelle de la biomasse et sa partie exploitable. En combinant la récolte d'une proportion de la croissance de la biomasse annuelle avec la coupe des arbres âgés de 25 ans, la variante comprenant 2 cycles d'abattages/replantation (50% à 25 ans et 50% à 35 ans) permettrait de combler une partie du déficit et de couvrir pratiquement les besoins de la consommation à partir de 2015. Entre-temps, la réduction des niveaux de consommation, surtout ruraux, et le développement des énergies alternatives devront retenir toute l'attention.

Options pour une nouvelle ruralité. La pauvreté rurale au Cap-Vert représente un phénomène structurel, étroitement lié à la faiblesse et la dégradation continue de la base productive, qui favorise l'exode rural des forces vives. La 'nouvelle agriculture' requiert la mise en œuvre participative de nouveaux modèles d'exploitation rurale, intégrant les différents sous-secteurs agricoles (et non agricoles) en vue de l'optimalisation des revenus paysans/pêcheurs. Cette stratégie implique un changement participatif des mentalités paysannes sur base des acquis et des connaissances traditionnelles intégrées aux technologies modernes.

La famille rurale constitue l'unité de base d'exploitation agricole : même si les liens de solidarité entre exploitations d'un même hameau sont parfois relativement limitées, leur ensemble constitue un groupe humain de base (communauté) qui exploite un espace géographique (zone ou 'terroir'), généralement situé en périphérie du hameau. Cet espace exploité appartient à un bassin hydrographique/versant et à une/plusieurs zone(s) agro-écologique(s) (ZAE), caractérisée par des conditions pédo-climatiques spécifiques. La notion de 'terroir' intègre la dimension humaine/sociale à la dimension géographique. Les membres des communautés ont des intérêts et des défis communs du point de vue de l'aménagement de leur terroir et de l'accès équitable des ménages aux ressources, en vue de garantir leurs conditions d'existence. De plus, le 'terroir' ne fonctionne pas en isolation vis-à-vis de son voisinage, dû au fait des transferts de ressources et de troupeaux.

La démarche 'gestion des terroirs' est une traduction opérationnelle de l'approche participative appliquée au développement local. Celle-ci vise l'utilisation durable et rationnelle de l'ensemble des ressources du terroir et associe, à la fois, des actions intégrées de promotion des productions rurales, le développement des infrastructures socio-économiques et le renforcement de la compétence des utilisateurs et de leurs organisations. Une approche similaire pourrait être utilisée pour la pêche. La responsabilisation des 'communautés' de pêcheurs artisanaux pour la gestion des ressources halieutiques, y compris le restockage, au niveau de leur zone de pêche, avec l'appui des institutions de R&D apparaît comme prioritaire dans une perspective de durabilité. D'autre part, la diversification des sources de revenus des pêcheurs par la promotion de la mariculture et du tourisme côtier/maritime permettrait d'améliorer les conditions d'existence des communautés de pêcheurs, tout en diminuant la pression sur les ressources.

L'objectif de base du développement rural est d'assurer les conditions d'existence durable aux paysans et d'optimaliser l'intégration des activités agricoles et non-agricoles, sur la base d'une exploitation durable des ressources naturelles, humaines et économiques. La participation et la responsabilisation des bénéficiaires pour la promotion de leur propre développement constituent le meilleur gage de la durabilité des interventions. Ainsi, l'approche zonale ou gestion des 'terroirs' (GT) fournit aux populations locales des outils intégrés qui permettront de potentialiser graduellement leurs communautés dans leur capacité de négociation et à prendre en charge, notamment: (i) le diagnostic et l'analyse des contraintes/potentiels; (ii) l'identification et la programmation des activités (PGT), (iii) la maîtrise d'ouvrage locale des microprojets; (iv) la contribution au financement des investissements et fonctionnements, et (v) le suivi-évaluation participatif de l'impact des activités. Dans sa mise en œuvre, la GT responsabilise les communautés locales (et les utilisateurs individuels), pour la gestion judicieuse et durable des ressources disponibles, la restauration et de l'amélioration de leur potentiel productif, dans le cadre des exigences des marchés et des dynamiques institutionnelles. Les appuis à la structuration et à la capacitation des organisations paysannes, constitue la base du développement autonome et responsable, sur laquelle d'autres appuis spécifiques pourront se greffer.

Cependant, tous les problèmes ne peuvent pas être résolus (entièrement) au niveau du terroir et doivent trouver des solutions soit au niveau du bassin hydrographique, soit de l'île, voire même au niveau national. Ainsi, les problèmes fonciers, tels que la réglementation de l'usufruit des terres, la réforme du code foncier, etc. font partie de choix politiques et d'un consensus volontaire au niveau de toutes les composantes sociales de la nation. Il est essentiel d'établir une concertation entre les différents terroirs d'un même bassin hydrographique, voire entre bassins pour organiser équitablement les transferts.

La mise en oeuvre de l'approche GT implique plusieurs niveaux de défis tels que : (i) le temps de création des capacités locales, (ii) l'appui institutionnel pour faciliter la réflexion systématique des besoins et des priorités locales et nationales, (iii) le renforcement de l'appui aux communautés locales et la responsabilisation des communautés locales de base pour leur développement, (iv) le suivi et l'évaluation de l'impact, comme outil de gestion, (v) la clarification des rôles et fonctions des différents intervenants, tant publics, associatifs que privés. Dans ce cadre, le Cap-Vert doit rechercher des modalités d'exécution adaptées à ses conditions sociales et humaines propres, par ailleurs variables d'une zone à l'autre (flexibilité et multi-approche).

Alternatives techniques durables. Les efforts d'application des théories de la 'révolution verte' n'ont pratiquement produit aucun effet sur la production pluviale au Cap-Vert, principalement dû au faible niveau d'adaptation des technologies aux potentialités diverses des ZAE et à la faible efficience des services d'appui techniques. L'intensification est un processus itératif, basé sur la promotion des capacités d'identification de pratiques alternatives et de réponses paysannes ('response farming') capables de limiter les risques et de cibler une productivité globale optimale de l'exploitation dans son ensemble, compte tenu de la disponibilité des ressources biophysiques, socio-économiques et humaines des différentes ZAE. L'objectif est de développer et gérer des systèmes productifs à long terme, qui sont conservateurs des ressources, culturellement acceptables, socialement juste et économiquement rentables, dans le cadre des ressources spécifiques des différentes ZAE.

Une nouvelle approche de la vulgarisation cherchera à modifier le système de vulgarisation centralisé, fonctionnant du haut vers le bas, en un service : (i) participatif, pluraliste et intégrant les activités de production végétale, animale, sylvicole, halieutique et autres, (ii) décentralisé et dynamisé par la demande et ciblé sur les besoins des communautés locales, (iii) mixte de collaboration entre le secteur public, privé et associatif, (iv) responsable au niveau des OCB (v) facilité par les autorités locales comme facilitateurs, en accord avec les stratégies gouvernementales, (vi) multidisciplinaire/ multisectorielle, et (vii) durable. Cette approche permettra au secteur rural non seulement d'intensifier la production agricole et de la pêche, en vue de satisfaire la consommation interne croissante, mais également de promouvoir le développement économique global.

La 'globalisation des marchés' accentue les divisions au sein du monde rural entre les entrepreneurs agricoles compétitifs, la paysannerie familiale et la paysannerie marginalisée dont la réalité complexe des conditions d'existence a souvent été ignorée. Des 'îlots de succès', générés par des projets dans un contexte favorable, se sont avérés peu durables ou autonomes, et peu efficaces en termes de 'pôles de diffusion'. La promotion du développement rural durable pour l'amélioration des conditions d'existence des paysans/pêcheurs passe par la promotion du capital humain et social, la responsabilisation des organisations locales et l'équité sociale, dans le cadre de la décentralisation.

Les politiques du secteur agricole doivent être liées prioritairement aux objectifs de la lutte pour des conditions d'existence durables qui dépendent de plusieurs éléments, dont : (i) la résolution des conflits notamment fonciers (accès équitable aux ressources en général), (ii) la stabilité macro-économique, (iii) l'accumulation du capital physique, humain et surtout social, (iii) la fiabilité des marchés et du secteur privé, et (iv) la diffusion de systèmes de production intégrés, rentables et respectueux de l'environnement. A ce titre, l'environnement institutionnel et légal pour la mobilisation des organisations communautaires et professionnelles, la promotion d'un commerce interne et externe équitable et le contrôle démocratique des marchés sont primordiaux.

F. STRATEGIES DE DEVELOPPMENT AGRICOLE

a. VISION.

Face aux défis auxquels la société capverdienne doit faire face, et notamment l'équilibre entre la croissance démographique et économique et le trinôme de la pauvreté et l'insécurité alimentaire et de la dégradation des ressources naturelles, les nouvelles stratégies de développement rural ciblent :

‘L’amélioration des conditions d’existence durable des populations rurales (humain, social, économique, etc.) engendrera la réduction de la pauvreté rurale de 50% et une diminution simultanée de l’insécurité alimentaire et nutritionnelle, tant structurelle que saisonnière ».

Les 10 prochaines années devront permettre de réorienter et de consolider une nouvelle agriculture capable d'assurer simultanément : (i) la gestion durable des ressources naturelles, (ii) intensifier, diversifier et valoriser la production agricole et de la pêche, et (iii) la promotion des activités rurales génératrices de revenu, y compris du tourisme rural. Au plan sectoriel les principaux indicateurs évolueront comme suit :

(i) *La gestion durable et intégrée des ressources naturelles* implique : (i) la responsabilisation des communautés locales pour la gestion des ressources naturelles de leur zone d'activité ou terroir, (ii) la maîtrise de l'eau (aménagements hydro-agricoles) et la gestion participative des ressources hydriques permettront d'exploiter au minimum 75 millions m³/an, en vue d'une productivité accrue des terres cultivées au Cap-Vert, tant en pluvial qu'en irrigué, (iii) le taux de boisement atteindra 25% de la superficie totale du pays, et (iv) la gestion durable des ressources halieutiques, la pêche responsable et la promotion de la mariculture, pour satisfaire la demande interne et de relancer l'exportation.

(ii) *Production végétale*. Les surfaces cultivées au Cap-Vert seront de 25.000 ha, principalement en zone humide (ZAE IV) et sub-humides (ZAE III), dont 1250 ha (5%) avec micro-irrigation d'appoint. Les rendements moyens interannuels seront améliorés de 50%, avec une diversité accrue de produits végétaux. La gestion améliorée des ressources hydriques permettra d'exploiter 3.000 ha (+50%) sous irrigation permanente, dont au minimum 66% (2000 ha) en micro-irrigation, pour les cultures horticoles intensives et à haute valeur ajoutée (légumes, fruits à cycle court, fleurs, épices, etc.).

(iii) *Production animale*. En 2015, le secteur de l'élevage sera intégré aux systèmes de production agro-sylvo-pastoraux, intensifs, diversifiés et adaptés aux capacités des ressources naturelles des différentes ZAE. A cet effet, la restructuration des exploitations en zone semi-aride et aride et la promotion de la complémentarité agro-pastorale en zones plus humides, permettront de rentabiliser de manière durable l'élevage, tant pour les ruraux (élevage familial amélioré) que les investisseurs (élevages intensifs semi-industriels). Les produits valorisés de l'élevage permettront de couvrir les besoins de consommation (21.5 kg/hab/an) en produits caprins/ovins, bovins, porcins et aviaires (partiellement).

(iv) *Production sylvicole*. Grâce à l'aménagement des bassins versants/terroirs, au développement de l'agro-sylvo-pastoralisme et à la gestion participative des périmètres forestiers, 25% du territoire seront effectivement boisés (y compris les zones en défens), permettant ainsi d'améliorer : (i) la conservation des sols et de l'eau (20-30% en agro-forestier, principalement en ZAE III et IV), (ii) la production de fourrages pour l'élevage des ruminants (70-80% en sylvo-pastoral, principalement en ZAE I et II), (iii) la production végétale durable (ZAE III et IV), et (iv) la disponibilité énergétique.

(v) *Pêche*. Dans le cadre de la gestion durable des ressources halieutiques, la pêche artisanale constitue la cible prioritaire en termes de sécurité alimentaire (20-25 kg/hab.an) et d'emploi. A cet effet, la modernisation et la sécurisation de la pêche artisanale par l'utilisation de nouvelles technologies et d'engins de pêche adaptés seront promues et suivies par la recherche et la vulgarisation. Les produits de la mer seront valorisés grâce à la modernisation des circuits de commercialisation et à la formation des vendeuses de poisson. La pêche industrielle, essentiellement privée, sera promue notamment par le PROMEX, dans la recherche de partenaires techniques et entrepreneuriaux, et appuyée financièrement par les institutions financières existantes (BCA, CECV), en vue de promouvoir notamment les exportations (2500 tonnes/an). Les études et projets pilotes d'aquaculture, aboutiront, à moyen terme, à des productions à large échelle.

(vi) *Valorisation de la production et revenus alternatifs.* Les produits et sous-produits agricoles et de la pêche seront valorisés (transformation et commercialisation) et leur qualité labellisée et contrôlée pour une alimentation saine des consommateurs et une meilleure rétribution du travail paysan et/ou des pêcheurs. Les activités rurales génératrices de revenus notamment dans l'artisanat, les prestations de services et surtout le tourisme rural (logement, restauration, organisation d'activités de divertissement, etc.) seront promues de manière intégrée.

b. OBJECTIF GLOBAL 2015.

Dans le cadre des axes stratégiques définis par le gouvernement dans le GOP/PND, de la contribution du secteur rural à la lutte contre la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la valorisation de l'environnement, l'objectif global pour le développement agricole et de la pêche au Cap-Vert ciblera :

“Un développement rural durable, basé sur la valorisation intégrée et participative des ressources naturelles spécifiques des ZAE/ZEE (eau, sol, biotiques et halieutiques) et sur le renforcement du capital humain et socio-économique local, pour l'optimisation de leurs capacités productives (agricoles, halieutiques et autres), en vue de l'amélioration des conditions d'existence durable des populations rurales”

La promotion d'une approche intégrée de développement cible l'amélioration des conditions d'existence des populations rurales, sur la base d'un consensus social sur l'utilisation durable des ressources naturelles et socio-économiques disponibles et de la restructuration des activités de production végétales, animales et halieutiques, par la combinaison adaptée des **stratégies** suivantes :

- **la gestion participative et durable des ressources naturelles** disponibles (eau, terre, biocénose, etc.) et le renforcement de la capacité de résistance des systèmes de production aux chocs,
- **la participation et la responsabilisation des populations** (organisations paysannes et de pêcheurs) à tous les niveaux du développement rural local pour la planification, la mise en œuvre et le suivi du développement rural,
- le **développement intégré** des systèmes d'exploitation agricole adaptés aux conditions écologiques des ZAE, notamment par des approches agro-forestières et sylvo-pastorales,
- **l'exploitation intégrée des ressources disponibles dans la ZEE** du pays, tout en respectant la qualité environnementale, l'équilibre des écosystèmes et de la biodiversité, y compris par l'aquaculture,
- la pratique **d'innovations techniques adaptées** (options technologiques) intégrées de manière participative aux systèmes de production locaux pour l'intensification, la diversification et la valorisation des activités de production agricole, de la pêche et de l'aquaculture,
- le **renforcement du capital humain et social**, notamment par la formation (générale et professionnelle), l'organisation des acteurs à la base et l'intégration de l'approche genre pour un développement équitable,
- l'amélioration de **l'équité socio-économique**, y compris l'accès équitable aux ressources naturelles (terre, eau, etc.), aux facteurs de production, aux technologies améliorées, aux circuits de commercialisation et aux services sociaux de base,
- **la valorisation économique** durable des ressources et des productions pour optimiser leur valeur ajoutée, et la diversification des revenus ruraux par le développement des activités hors-sol, l'artisanat, les services, le tourisme rural, etc.,
- le **renforcement des ressources physiques** en appui à la gestion durable des ressources, au développement des activités économiques, humaines et sociales (NTCI),
- la redéfinition des **rôles et fonctions des différents partenaires** du développement rural (public, privés et associatifs), tant au niveau national, régional que local dans le cadre de la décentralisation et de la déconcentration.
- la mise en œuvre d'une **politique d'accès aux ressources foncières et socio-économiques**, y compris la transformation de l'aide d'urgence en outil de construction responsable du développement socio-économique pour l'amélioration durable des conditions d'existence des populations rurales.

L'arbre des objectifs propose l'intégration des objectifs de développement sectoriels sur la base de l'utilisation durable des ressources naturelles, et articulé sur la valorisation des ressources humaines,

sociales, techniques, physiques, financières et politiques en vue de l'amélioration des conditions d'existence des populations rurales.

c. STRATEGIES POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS D'EXISTENCE DURABLES

Le combat contre la pauvreté mobilise les partenariats et constitue la base des axes stratégiques pour la restructuration des activités et des fonctions des exploitations rurales en vue d'assurer des conditions d'existence durables et d'améliorer l'approvisionnement du marché consommateur, tant en quantité qu'en qualité. A cette fin, le développement intégré des communautés rurales requiert la valorisation combinée de leurs capitaux par les stratégies suivantes :

(i) La valorisation durable des ressources naturelles par : (i) la connaissance des potentialités et de la dynamique des ressources naturelles par des inventaires exhaustifs et un suivi régulier des variations et la limitation des prélèvements au rythme de renouvellement des stocks, (ii) la gestion intégrée des ressources hydriques (superficielles et souterraines), foncières et biologiques, (iii) la promotion de l'aménagement participatif de l'espace rural dans la perspective d'une gestion intégrée des ressources naturelles associée au développement agro-silvo-pastoral axé sur les besoins, et (v) la gestion durable des ressources halieutiques, y compris de l'aquaculture.

Les plans d'aménagement de l'espace local (terroirs) et municipal constituent une avancée majeure, qui sera complétée par : (i) l'actualisation des données scientifiques sur les potentialités édaphiques, (ii) la gestion participative des ressources hydriques et foncières, et (ii) l'application de mesures légales permettant de responsabiliser les populations rurales qui travaillent la terre et d'en tirer les bénéfices.

(ii) La valorisation des ressources humaines par : (i) l'accès équitable à l'éducation de base pour les jeunes ruraux, (ii) le renforcement des programmes d'éducation fonctionnelle des adultes, spécialement des femmes, des jeunes actifs et des couches sociales défavorisées, (iii) la promotion des capacités techniques et de gestion des acteurs à la base et des associations, (iv) la professionnalisation des jeunes agriculteurs et pêcheurs, (v) l'accès et l'échange de l'information et des expériences, notamment par le développement des NTCI, (vi) l'amélioration des capacités techniques des agents des services d'appui publics, associatifs et privés, (vii) la formation supérieure et spécialisée des techniciens en développement agricole et de la pêche, notamment dans le cadre des coopérations régionales et internationales, et (viii) l'intégration de l'approche genre pour le renforcement du statut de la femme rurale et des groupes défavorisés par un accès équitable au savoir, aux ressources et moyens de production et aux bénéfices du développement.

(iii) La valorisation des ressources sociales par : (i) la promotion d'une politique globale de développement social sur la base des besoins locaux, (ii) la mise en œuvre de la décentralisation en catalysant la responsabilisation des organisations communautaires de base pour leur propre développement intégré, équitable et durable, y compris dans la gestion des ressources locales, y compris l'eau, la terre et les ressources biologiques, (iii) le renforcement des capacités des acteurs à la base, notamment au niveau des organisations communautaires, dans le processus de prise en charge de leur propre développement, y compris la planification, l'exécution et le suivi, (iv) l'appui aux fédérations des organisations de base et l'établissement de réseaux entre les différents partenaires du développement agricole et des pêches, (v) la concertation/coordination et l'articulation efficace entre les divers organes, par l'appui aux structures représentatives des différents acteurs impliqués dans le développement rural, et (vi) la promotion de l'approche genre en vue d'éliminer toutes les formes de discrimination/exclusion dans la conduite des programmes de développement agricole et de la pêche,

(iv) La valorisation des ressources techniques par : (i) la restructuration et le renforcement des programmes de recherche participative pour le développement intégré des systèmes de production adaptés des paysans et des pêcheurs, (ii) l'introduction d'innovations (options) techniques adaptées et intégrées de manière participative aux systèmes de production locaux pour l'intensification et la diversification des activités de production agricole, (iii) l'intensification de l'agriculture et la diversification des activités productives synergiques entre les divers sous-secteurs agricoles, y compris la valorisation des produits agricoles et les activités hors-agriculture; (iv) la promotion de l'approche de production et de protection intégrée (PPI) des végétaux et des animaux, et (v) la modernisation des techniques adaptées de pêche sécurisée et de l'aquaculture.

Les actions prioritaires l'INIDA seront de : (i) définir clairement les orientations stratégiques et politiques nationales de R&D agricole par l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan stratégique, (ii) approfondir les connaissances et l'utilisation rationnelle ressources naturelles, (iii) développer des options techniques capables d'intensifier et de diversifier les systèmes de production intégrés adaptées aux potentialités des ZAE par une approche de production et de protection intégrée, (iv) analyser les déterminants socio-économiques des systèmes de production paysans et les opportunités des options/alternatives techniques proposées, (v) fournir un appui méthodologique aux organismes chargés du suivi, (vi) fournir des services analytiques spécialisés aux différents partenaires du secteur agricole, (vii) capitaliser, échanger et diffuser les informations scientifiques et techniques aux différents partenaires du secteur en contribuant au système de gestion de l'information (SGI) du MAAP.

L'INDP recentrera son action sur la recherche pour le développement durable des pêches et veillera en priorité à : (i) améliorer les connaissances des ressources marines vivantes de la ZEE et de leur biodiversité, (ii) contribuer à la gestion durable des ressources halieutiques et participer à l'élaboration d'un plan de gestion des pêcheries avec tous les partenaires, (iii) contribuer à une planification plus efficace et à l'exécution de politiques intégrées de développement durable des pêches, (iv) exécuter des programmes prioritaires de R&D techniques et économiques pour la modernisation participative du secteur (artisanal et industriel), (v) promouvoir la diffusion des résultats de la recherche aux acteurs, (vi) assurer l'appui technico-économique et le suivi des projets autonomes de développement des pêches et de l'aquaculture, (vii) assurer la formation professionnelle des opérateurs du secteur, (viii) assurer les services de statistique du secteur des pêches, et (ix) renforcer la coopération institutionnelle tant nationale qu'internationale.

La stratégie participative de vulgarisation sera basée sur une vision intégrée du développement rural, dans le cadre d'une gestion rationnelle des ressources naturelles et socio-économiques en vue de contribuer à l'amélioration des conditions d'existence durables des paysan(ne)s/pêcheurs. Centrées sur les spécificités zonales, et les réalités socio-économiques locales, les options stratégiques sont : (i) une approche participative pour répondre aux besoins prioritaires identifiés par les acteurs à la base (paysans, pêcheurs, etc.), (ii) l'intégration sectorielle et intersectorielle ciblée sur les systèmes de production ruraux basés sur les ressources naturelles et socio-économiques disponibles et accessibles localement, (iii) la responsabilisation des OP pour le diagnostic, la mise en œuvre et le suivi évaluation des actions de développement. La mise en œuvre de la re-dynamisation de la vulgarisation passeront par : (a) la redéfinition des rôles et fonctions de chaque niveau dans le cadre de la décentralisation, (ii) (b) la responsabilisation des OP et de leurs fédérations, (iii) une interaction dynamique et des échanges permanents entre tous les partenaires du développement rural, et (iv) le renforcement des CER.

L'application du 'principe de précaution' en vue de prévenir tant que possible l'introduction de pathogènes/parasites et de garantir la qualité sanitaire de la chaîne alimentaire pour les consommateurs, requiert la mise en place d'un service indépendant et intersectoriel en vue d'intégrer les fonctions de : (i) contrôle phyto- et zoo-sanitaire interne et externe (import et export), (ii) la prévention et suivi des fléaux, épidémies/pandémies/endémies, etc., (iii) le contrôle de la qualité des produits et sécurité de la chaîne alimentaire, et (iv) la vérification du respect des normes relatives aux produits labellisés. La coopération régionale sera renforcée, notamment par la constitution de réseaux de 'pôles spécialisés d'excellence technique', permettant à chaque partenaire de renforcer davantage leurs points forts et de bénéficier des avancées des autres partenaires, dans le cadre d'échanges réguliers. Ces réseaux coordonnés permettront de concentrer les ressources limitées disponibles sur des équipes spécialisés et performantes, au bénéfice de tous les partenaires de la (sous)région.

(v) *La valorisation des ressources physiques* par le renforcement des infrastructures: (i) de gestion intégrée des ressources hydriques et foncières, la lutte anti-érosive, la protection des zones côtières, etc., (ii) de promotion de la production agricole et de la pêche, de valorisation et de commercialisation de la production, à prendre en charge par le secteur privé et/ou associatif, (iii) économiques (transport, commercialisation, systèmes financiers, etc.) y compris pour le développement du tourisme, (iv) de recherche-développement et de contrôle de qualité, et (v) sociales (eau, électricité, centres communautaires, etc.) et de promotion (NTCI).

(vi) *La valorisation des ressources économiques et financières* par : (i) le renforcement des services financiers adaptés aux besoins ruraux, (ii) la promotion des filières porteuses à haute valeur ajoutée et de qualité, la valorisation des produits agricoles et de la pêche, la labellisation des produits de qualité et du terroir, (iii) l'articulation et l'établissement de synergies entre les divers sub-secteurs agricoles et non-

Zones	Céréales légum.	Rac & tuber.	Marai-chères	Fruits	Bovins	Petits rumin.	Porcs	Volaille & autres	Agro-forest.	Sylvo-pastor.	Mise en défens
I : Arides	-	-	-	-		+	++	+		++	++
II : Semi-arides	-	-	-	+/a, /d	+	+	+	+		+++	+
III : Sub-humides	++/+++	++	+/b	++ /a	++	+	+	++	++		++
IV : Humides d'altitude	++ /b	+++ /b	++ /b	++/a	+	+	+	++	++		++
V : Irriguées	-	+	+++	Cycles courts	(+) (Intensif)	-	+	+		Fourrage en rotation	+
O : Maritime	Gestion durable des ressources halieutiques par une pêche responsable. Valorisation et qualité des produits.										
Z. océanique Z. côtière	Thonidés			Pélagiques			Démarseaux			Autres/ Aquaculture	
	xxx										
				xxx						xx	

+, ++, +++ : promotion faible, moyenne et forte respectivement. - : aucun appui voir décourager ;
 Int= exploitation intensive ; Fam= élevage familial amélioré ; p = pente
 /a : avec irrigation d'appoint durant les périodes de déficit hydrique au démarrage des plantations (2-3 premières années)
 /b : avec irrigation d'appoint en cours de végétation suivant pluviométrie
 /c : y compris des sp. à des fins d'alimentation humaine
 /d : dans des zones particulièrement favorables (fonds de vallée/cours d'eau temporaire, etc.)

e. LES STRATEGIES SECTORIELLES

Dans le cadre de systèmes de productions intégrés, résistants aux chocs et adaptés aux conditions spécifiques des différentes zones écologiques, les principales stratégies ciblent la réalisation des conditions d'existence durables pour les paysans et pêcheurs,.

Pour le secteur de la ***production végétale***, la réalisation de l'objectif implique la mise en œuvre de la restructuration de l'agriculture en vue de l'optimisation de l'utilisation des ressources naturelles à long terme par l'adaptation des systèmes de production aux potentialités des ZAE en vue d'optimiser l'utilisation durable des ressources, par : (i) l'intégration agro-sylvo-pastorale sur base des potentialités des ZAE, (ii) la promotion des filières à haute valeur ajoutée en production irriguée, y compris les production hors-sol, (iii) l'application de la PPI et le renforcement de la lutte contre les fléaux, (iv) la valorisation de la production notamment par la conservation, la transformation et la commercialisation de produits de haute qualité et sains.

Le développement intégré de la ***production animale*** est centré sur trois axes: (i) l'amélioration et la diversification de l'élevage familial intégré, (ii) la promotion des élevages intensifs semi-industriels (hors-sol), et (iii) la diversification et valorisation des produits de l'élevage.

La promotion d'une ***foresterie*** participative orientée sur la production agro-sylvo-pastorale, implique les éléments stratégiques suivants : (i) la gestion durable des ressources sylvicoles suivant les conditions agro-écologiques (ZAE) et socio-économiques locales, (ii) la promotion de la (co)gestion des périmètres forestiers existants avec les populations riveraines, (iii) l'intégration de l'arbre dans les systèmes de production agricoles/ruraux locaux, (iv) la participation et la responsabilisation graduelle des communautés pour la gestion de leur terroir dans le cadre de plans d'aménagements participatifs, (v) la protection/mise en défens des zones sensibles dans le cadre de contrats de gestion avec les riverains, (vi) la valorisation de l'arbre, y compris des fruitiers, dans les espaces publics et privés.

Le développement durable de la ***production halieutique*** s'appuie sur la promotion de: (i) l'exploitation rationnelle et planifiée des ressources halieutiques dans une perspective de valorisation et d'intégration maritime du pays, (ii) le renforcement des capacités d'entreprise, de la compétitivité et de la croissance, tant au niveau artisanal qu'industriel, et (iii) l'élargissement de la base productive, en visant la promotion des niches compétitives (aquaculture, tourisme, etc).

D'autres ***activités rurales génératrices de revenus*** seront promues au sein des communautés rurales, à titre privé et/ou associatif, notamment dans le secteur des services, entre autres : (i) la gestion de l'environnement villageois, (ii) l'animation socioculturelle, formation et information permanente, etc., (iii) la promotion des services en amont et en aval de la production, (iv) services d'installation et d'entretien des réservoirs et des équipements d'irrigation, (v) l'artisanat local, (vi) les productions diverses tels que les fleurs, plants d'ornement, fruits sauvages, de plantes médicinales traditionnelles, etc., (vii) le développement du tourisme rural en concertation transversale avec les autres ministères.

f. CHANGEMENTS INSTITUTIONNELS

La mise en œuvre de programmes intégrés, le renforcement de la liaison recherche-développement, l'établissement d'un organisme indépendant de contrôle sanitaire et de sécurité de la chaîne alimentaire, et l'établissement des mécanismes de concertation, d'information et de suivi-évaluation, constituent les bases des adaptations proposées de l'organigramme du MAAP, dont la mise en œuvre requiert : (i) le renforcement et la réorganisation du GEP en trois unités techniques (planification, suivi-évaluation et statistiques), (ii) le renforcement de la DGASP, organisée en trois services techniques (production végétale, animale et sylvicole) et un service transversal pour la vulgarisation travaillant ensemble sur trois programmes intégrés axés respectivement sur les systèmes de production des zones arides, humides et irriguées, (iii) la restructuration du service de Génie rural (voir options) pour une valorisation plus efficiente de l'eau et des terres, (iv) le renforcement du rôle de coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la DSSA, y compris du système d'information, (v) la restructuration de la DGP en trois services (promotion, fiscalisation et qualité) et la mise en place d'une cellule de coordination des ressources halieutiques et des pêches avec tous les partenaires.

La structuration administrative de l'INIDA comprendra six unités/équipes dont : (i) l'horticulture/PPI horticole, (ii) l'agriculture pluviale, (iii) la production animale/zootechnie, (iv) l'agro-foresterie et l'aménagement eau/sol, (v) ressources naturelles, et (vi) économie et sociologie rurale. Les unités de prestation de services sont les laboratoires de phytopathologie, d'analyse des eaux et des sols, de contrôle de la qualité alimentaire, de santé animale, et les unités d'information/publication et de SIG. La recherche pour le développement agricole intégré s'articulera autour de quatre programmes intersectoriels (gestion des ressources naturelles et systèmes de production en zones aride, humide et irrigué). L'INDP recentrera ses activités sur ses missions et dégagera graduellement de l'exécution directe des activités de promotion de développement, tels que la commercialisation des matériels de pêche, (ii) la gestion de lignes de crédit, et (iii) la gestion des infrastructures, équipements, bateaux et autres unités productives. Le système d'appui à la modernisation du secteur des pêches, géré par l'FDP, sera revu en vue d'une meilleure efficience avec l'ensemble des partenaires du secteur.

La mise en œuvre des stratégies requiert des **cadres de concertation** internes et externes entre les différents partenaires tant au niveau local, régional, national, qu'international (sous-régional, continental et global). A cette fin, une concertation pyramidale est proposée en vue de : (i) de limiter le nombre de conseils nationaux, (ii) de favoriser l'intégration sectorielle et de l'orienter vers les objectifs centraux, (iii) d'offrir une grande flexibilité d'adaptation aux besoins réels, notamment au niveau des groupes thématiques, et (iv) de stimuler la participation de la base à tous les niveaux. Le nombre et le centre d'intérêt des groupes thématiques seront adaptés à l'évolution des besoins tels qu'identifiés soit à la base, soit au niveau national.

La mise en place d'un système intégré de gestion de l'information (SGI - réseau de bases de données du MAAP) constitue un outil de base pour : (i) la capitalisation et l'échange des expériences locales, (ii) l'efficience des services d'appui et leur capacité de réponse aux besoins locaux, et (iii) la gestion (programmation, exécution et suivi) du développement rural. Ce réseau d'information technico-économique bidirectionnel bénéficiera des avancées récentes en matières de nouvelles technologies de communication et de l'information (NTCI) et de l'intégration d'outils d'analyse géographiques (SIG) et statistiques.

Suivi-évaluation. Un système de suivi participatif simple sera établi et utilisé comme outil de gestion à tous les niveaux. Les rôles et responsabilités des partenaires sont définis dans une grille pyramidale basé sur le suivi participatif des programmes de travail annuels par la base. Sur base de termes de référence précis, une évaluation (bi)annuelle des programmes de développement agricole et de la pêche sera confiée sur base d'un appel d'offres précis à un bureau d'études indépendant. En outre des évaluations spécialisées seront contractées suivant les nécessités.

G. LE PLAN D'ACTION 2005-08 POUR L'AGRICULTURE ET LA PECHE

La réduction de la pauvreté rurale et l'amélioration des conditions d'existence de la population sont au centre du processus de développement du Cap-Vert. Dans ce cadre, une politique de gestion et d'utilisation durable des ressources hydriques et foncières existantes de manière économiquement rentable et socialement acceptable est requise : la planification et la mise en œuvre de l'utilisation rationnelle des terres et de l'eau (superficielle et souterraine) par bassins hydrographiques et terroirs par des communautés rurales responsabilisées s'imposent. La production alimentaire de base est structurellement déficitaire et les mesures stratégiques dans les secteurs agriculture et pêche, devront être orientées vers les zones/groupes de population les plus vulnérables. Sur les aspects conjoncturels, il faudra réduire l'impact des chocs économiques, biophysiques et sociaux, notamment par : (i) le renforcement de la capacité des ménages les plus vulnérables de faire face à leurs besoins immédiats, et (ii) l'intégration des activités d'urgence dans le processus de développement durable. La coopération alimentaire reste donc une composante nécessaire et indispensable pour résoudre des situations d'urgence à court terme, mais également pour renforcer la base productive, permettant à moyen terme de développer des activités économiques rentables et d'assurer des conditions d'existence durables.

Les principaux éléments d'exécution du programme des investissements publics 2000-2005 par secteur sont résumés comme suit :

PIP AGRICOLE (contos)	2000	2001	2002	2003 (prog.)	2004 (prog.)
Total Agriculture + Pêche	1,673,99	2,382,151	4,121,402	3,919,032	4,116,884
<i>Pêche</i>	<i>16%</i>	<i>11%</i>	<i>28%</i>	<i>26%</i>	<i>22%</i>
<i>Agriculture et développement rural</i>	<i>57%</i>	<i>59%</i>	<i>31%</i>	<i>48%</i>	<i>57%</i>
<i>Appui socio-économique</i>	<i>25%</i>	<i>21%</i>	<i>37%</i>	<i>7%</i>	<i>6%</i>
<i>Environnement</i>	<i>1%</i>	<i>10%</i>	<i>4%</i>	<i>19%</i>	<i>15%</i>
Contribution du Gouvernement au PIP Agricole	32%	23%	4%	13%	9%
PIP total (en contos)	7,937,748	8,022,144	9,915,162	13,919,786	14,816,051
% de l'investissement agricole dans le PIP total	21%	30%	42%	28%	28%
Contribution du gouvernement au PIP total (%)	26%	23%	13%	18%	27%

Au cours de la période 2000-2003, les investissements dans le secteur rural représentent environ 30% du programme des investissements publics, alors que le budget de fonctionnement du MAAP sont évalués à environ 2% du budget annuel de l'état. Les sources de financement du PIP 2000-04 ont été estimées à 16%, 65% et 18% respectivement pour le gouvernement, les dons/FC-AAI et les prêts.

Dans les conditions actuelles, il est pratiquement impossible d'effectuer une analyse détaillée des impacts des investissements consentis depuis l'indépendance pour le développement du secteur agricole et de la pêche, principalement dû au manque de suivi et d'évaluation des projets d'appui et/ou à la dispersion des informations existantes. Cependant, après discussion avec les différents partenaires, une analyse globale de l'évolution des sous-secteurs durant la dernière décennie permet de proposer un certain nombre de tendances majeures.

a. OBJECTIF ET STRATEGIES A L'HORIZON 2015

La relance de l'agriculture et de la pêche capverdienne, comme activités économiques pouvant soutenir les conditions d'existence durables des populations rurales par la valorisation des ressources pour contribuer à la croissance économique, reste un défi. Les priorités devront être centrées sur l'amélioration des exploitations familiales au travers de systèmes de production agro-sylvo-pastoraux adaptés aux conditions spécifiques des ZAE/ZEE, résistants aux chocs, intensifs, diversifiés et orientés vers les produits à haute valeur ajoutée. Les investissements lourds en termes d'aménagement et d'infrastructures ne peuvent être rentabilisés que sur la base d'une dynamique locale/régionale, portée par les organisations paysannes/pêcheurs, et orientée sur des produits à haute valeur ajoutée. Ainsi, la nouvelle agriculture et pêche focaliseront sur les filières compétitives, y compris la prestation de services, dont le tourisme rural.

L'approche programme, avec l'intégration sectorielle, sera favorisée en vue de promouvoir les synergies et les complémentarités, avec des objectifs de performance clairement affichés et suivis. La revue et le développement des programmes seront combinés à l'évaluation de la cohérence des dépenses sectorielles, en intégrant les défis de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté dans l'orientation des politiques macro-économiques du gouvernement.

b. CADRE LOGIQUE (RESUME)

Obj. Global :	Contribuer au développement socio-économique du Cap-Vert (Voir PND)	2015
Obj. Spécifique	Amélioration des conditions d'existence durable des populations rurales (Réduction de la pauvreté rurale de 50% et amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle)	2008
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> - gestion durable et participative des ressources naturelles, - restructuration des systèmes de production agricoles et adaptation des systèmes de production aux potentialités des ZAE (intensification et diversification) - services d'appui (R&D) au développement agricole et de la pêche efficaces et orientés sur les besoins des producteurs, - investissements (publics et privés) augmentés dans l'agriculture et la pêche, - meilleure résistance des systèmes de production à la fréquence et la gravité des chocs dans le cadre de l'utilisation durable des ressources. 	
Moyens à mettre en œuvre (groupes d'activités)	<ul style="list-style-type: none"> - établir des infrastructures de conservation et d'accès à l'eau et aux terres productives, - promouvoir l'aménagement agro-forestier et sylvo-pastoral adapté aux potentialités des ZAE, - faciliter l'accès aux ressources naturelles (terre, eau) et promouvoir leur utilisation durable notamment par la micro-irrigation permanente et d'appoint, - promouvoir la valorisation (transformation/ commercialisation) des produits et sous-produits agricoles et de la pêche, - assurer la formation et l'information permanente des populations rurales, 	

	<ul style="list-style-type: none"> - promouvoir et renforcer les organisations paysannes/de pêcheurs à la base et leurs fédérations, - renforcer la recherche pour le développement agricole/pêche et les services d'appui techniques, - développer un environnement socio-économique incitatif pour la production rurale par le renforcement des capacités humaines, sociales, et économiques (crédit, etc.) du secteur agricole et de la pêche - utiliser l'aide alimentaire/d'urgence pour consolider le développement rural participatif à moyen et long terme, - ajuster les rôles et fonctions des partenaires et adapter le cadre politique/institutionnel et régulateur pour la promotion du développement local équitable. 	
--	--	--

c. AXES PRIORITAIRES D'APPUI

Les investissements pour la mise en œuvre des stratégies de développement rural (agriculture, pêche et autres) devront s'articuler de manière complémentaire et synergique autour des cinq priorités suivantes :

- ***l'accès et gestion durable des ressources naturelles*** hydriques, foncières et biologiques, y compris halieutiques, notamment par le renforcement des infrastructures et des capacités de gestion durables des communautés rurales, dans le cadre des aménagements agro-sylvo-pastoraux pour l'intensification et la diversification des productions agricoles. Valorisation des ressources marines de la ZEE et développement intégré de la pêche,
- ***la valorisation des produits agricoles, de la pêche et autres*** par le renforcement des activités de conservation, de transformation et de commercialisation, notamment par l'établissement d'infrastructures adaptées, de capacités entrepreneuriales privées et/ou associatives, etc.
- ***le renforcement des services techniques*** par l'activation de la recherche participative pour le développement et de la promotion/vulgarisation des technologies appropriées,
- ***l'établissement d'un environnement socio-économique et politique porteur***, notamment par : (i) la promotion du rôle du secteur privé et associatif en amont et en aval de la production, (ii) la formation des ressources humaines du milieu rural, d'appui aux initiatives locales, etc., (iii) le renforcement des capacités économiques et financières, (iv) l'adaptation des capacités physiques aux besoins, et (vi) le renforcement des capacités politiques et institutionnelles,
- ***la lutte durable contre la faim et la malnutrition***, notamment par l'utilisation des opérations d'urgence pour initier/consolider un processus de développement durable (adaptation des actions FAIMO)

d. PROGRAMMES PRIORITAIRES

Conformément aux axes prioritaires d'intervention/appui et compte tenu des intérêts spécifiques des partenaires, des projets en cours et/ou en préparation, les programmes d'appui suivants sont proposés :

Programme 1: Aménagement des bassins hydrographiques et développement zonal intégré.

Programme 2: Valorisation des ressources rurales pour un développement agro-sylvo-pastoral durable.

Programme intersectoriel de mise en valeur des potentialités spécifiques des zones agro-écologiques, soutenu par des programmes de recherche appliquée. Suivant les besoins et les potentialités des ZAE, ce programme appuiera des initiatives locales de développement agricole, y compris: (i) des aménagements fonciers participatifs et des infrastructures de gestion locale de l'eau superficielle et souterraine à usages multiples (quantité et qualité), et (ii) l'accompagnement technico-économique des producteurs par la recherche et la vulgarisation.

Programme 3: Gestion et valorisation des ressources halieutiques pour une pêche durable. Sur base des acquis des inventaires des ressources halieutiques et du renforcement de la surveillance et du contrôle des pêches, les priorités du programme seront orientées sur: i) la gestion durable des ressources halieutiques, (ii) la relance de la pêche artisanale, (iii) la relance de la pêche industrielle et des industries de transformation.

Les mesures d'accompagnement. Outre les investissements humains et financiers, les stratégies de développement rural requièrent d'éviter les goulots d'étranglement au niveau de la formulation et de l'exécution des projets. En effet, pour promouvoir la rentabilité des investissements et consolider le développement durable et équitable, il s'agit pour le Gouvernement de dynamiser, d'organiser, de renforcer

et de former le personnel impliqué dans la mise en œuvre des programmes prioritaires et de procéder aux réformes nécessaires à une bonne exécution du cadre stratégique, et notamment pour:

- *l'accès au foncier* : l'adaptation du droit foncier, principalement pour garantir l'usufruit des investissements en améliorations foncières, aménagements hydro-agricoles, plantations sylvoles et/ou fruitières,
- *la décentralisation* : la responsabilisation des communautés locales et des municipalités dans le cadre des plans d'aménagements locaux,
- *les organisations paysannes* : le renforcement des ACB et de leur rôle 'politique' (représentativité locale) et économique,
- *la valorisation des ressources et produits agricoles et halieutiques* et de leur qualité,
- *la valorisation des activités rurales génératrices de revenus (AGR)*, y compris les services écologiques et le tourisme rural,
- *le crédit rural* : le renforcement des services financiers ruraux pour promouvoir l'investissement dans des activités économiquement rentables,
- *la formation* : le renforcement en capacités humaines des services publics, de la société civile et surtout des bénéficiaires les plus vulnérables,
- *l'information* bidirectionnelle pour une vraie participation et responsabilisation,
- *des réformes institutionnelles*, notamment en terme : (i) d'ajustement des rôles et fonctions des organes centraux et locaux du MAAP, (ii) de restructuration de la recherche pour le développement agricole et le renforcement des capacités scientifiques et techniques, (iii) d'organes de régulation (i.e. commission) et de contrôle de l'utilisation des produits phyto- et zoo-sanitaires et de sécurité de la chaîne alimentaire (santé publique).

e. IDENTIFICATION PRELIMINAIRE DES PROJETS PRIORITAIRES

La mise en œuvre des programmes prioritaires du plan d'action passe par la programmation et l'exécution d'un ensemble de projets prioritaires : cette approche permet de responsabiliser davantage les différents intervenants et une plus grande flexibilité pour la prise en compte des priorités locales et de celles des bailleurs de fonds. A ce titre, différents types de projets sont considérés à différents niveaux, tels que : (i) les projets de développement local intégrés, (ii) les projets d'appui à la réorganisation des services d'appui dans le cadre de la décentralisation (régionaux et nationaux), (iii) les projets d'appui intersectoriels au développement agricole local/régional, et (iv) les projets d'accompagnement (national). Cependant, en vue d'atteindre les objectifs fixés et de mettre en œuvre des programmes intégrés, il est essentiel que les projets s'intègrent pleinement et contribuent aux programmes prioritaires, en vue de bénéficier de complémentarités intra- et inter-projets pour dynamiser les programmes :

- (i) ***Projets de développement régionaux intégrés*** (bassins hydrographiques) : Picos/Egenhos, Rib. Secca, Rib. Flamenco, Rib. Principal (ST), Rib. da Torre, Alto Mira (SA), Rib. da Fajã et Rib. de Prata (SN), ? (FO)
- (ii) ***Projets d'appui à la réorganisation institutionnelle*** : (a) des services d'appui techniques dans le cadre de la décentralisation (régionaux et nationaux) et (b) des services autonomes de contrôle phyto- et zoo-sanitaire et de sécurité de la chaîne alimentaire, (c) du suivi/évaluation participatif du développement agricole et de la pêche, y compris les services de statistiques, (d) la réorientation et l'intégration des appuis ponctuels de lutte contre la pauvreté/faim dans le cadre des projets de développement intégrés.
- (iii) ***Projets d'appui intersectoriels*** au développement agricole et des pêches au niveau zonal :
 - Appui au développement du sylvo-pastoralisme en ZAE I et II et intensification/diversification de la production animale (petits ruminants)
 - Appui à l'agro-foresterie en ZAE III et IV et intensification/diversification de la production végétale, y compris l'irrigation d'appoint, et animale.
 - Mise en valeur des zones irriguées (ZAE V) par le développement horticole. Les composantes sont : (i) R-D, (ii) massification de la micro-irrigation (infrastructures de tête, ...), (iii) appui aux filières horticoles spécialisées (légumes, fruits, fleurs, ..) y compris pour l'exportation, (iv) appui au développement du petit élevage spécialisé.
 - Appui à la promotion de filières agricoles et de la pêche spécialisées (horticulture hors sol, et élevage intensif hors-sol, mariculture, ...).
 - Appui au développement de la pêche artisanale, y compris : (i) la gestion durable et participative des stocks en zone côtière, (ii) la gestion participative des infrastructures et des équipements de pêche et

de commercialisation, (iii) le renforcement des organisations de pêcheurs/commerçants des poisson (OP), (iv) la sécurité de la pêche, (v) la valorisation des produits de pêche artisanale, (vi) la promotion de la mariculture.

- Appuis à la valorisation des productions (infrastructures de transformation/ commercialisation) – et développement de filières végétales et animales spécialisées,
- Intensification et diversification intégrée des filières d'élevage hors-sol (porc, volaille)

Les projets d'accompagnement ne contribuent pas directement aux objectifs des programmes, mais permettent la mise en place d'un environnement porteur qui facilite voire promeut la mise en œuvre et les impacts des programmes et projets. Ces mesures d'accompagnement, seront suivant le cas, soit intégrés aux projets régionaux et/ou nationaux, soit si nécessaire, développé en projet propre. Parmi les projets d'accompagnement figurent notamment :

a. Valorisation des ressources humaines et intégration approche genre Système de formation/information permanent des paysans et des pêcheurs (CER) Formation des prestataires de services publics privés et associatifs
b. Valorisation des ressources sociales Promotion et renforcement des organisations communautaires de base et de leurs fédérations
c. Valorisation des ressources techniques /professionnelles Restructuration et renforcement des services d'appui techniques (supplément R-D et vulgarisation)
d. Valorisation des ressources économiques et financières 1. Amélioration de l'accès aux facteurs de production 2. Valorisation des productions rurales (végétales, animales et autres) 3. Promotion des services financiers ruraux
e. Valorisation des ressources physiques (en supplément de ceux intégrés aux Prog 1,2 et 3) Fonds compétitifs pour infrastructures intersectorielles (eau, assainissement, communication, énergie, etc.)
f. Valorisation des ressources politiques et institutionnelles 1. <i>Sécurité sanitaire et qualité de la chaîne alimentaire</i> Vigilance épidémiologique et contrôle phyto- et zoo-sanitaire et sécurité de la chaîne alimentaire 2. <i>Information /Communication</i> Promotion de la communication sur la durabilité et centre national d'info et de documentation agraire Renforcement du système d'information et de communication rurale (CER) - (NTIC) 3. <i>Suivi-évaluation (y compris syst. d'info sur la sécurité alimentaire)</i> Système d'information sur la sécurité alimentaire, surtout des populations les plus vulnérables Mise en place d'un système participatif de suivi des actions du secteur agricole Evaluation indépendante 4. <i>Statistiques agricoles:</i> Enquête/suivi permanent (participatif) de la production agricole pluviale et irriguée + élevage Suivi des prix et des quantités agricoles sur les marchés ruraux et urbains

Les projets éligibles au titre du Plan d'action au Cap-Vert figureront parmi les domaines prioritaires des stratégies du gouvernement et des options stratégiques du MAAP. De plus, ces projets devront répondre à certains critères relevant de la durabilité environnementale, de la faisabilité technique, de rentabilité et d'efficacité économique et d'équité sociale. Les principaux critères de sélection sont (i) la compatibilité avec les stratégies de développement du Gouvernement et d'intervention des bailleurs de fonds ; (ii) la durabilité environnementale et économique: (iii) la faisabilité technique et la viabilité économique: (iv) a faisabilité financière et économique: (iv) l'acceptabilité sociale et capacité d'absorption: (v) a responsabilisation des acteurs locaux: (vi) la synergie avec les autres projets/programmes (en cours et programmés): Estimation des besoins financiers

f. FINANCEMENT

Fonctionnement. Une large partie des besoins supplémentaires de fonctionnement nécessaires à la mise en œuvre du plan d'action sont couverts dans le cadre des investissements, notamment par l'engagement temporaire de capacités technico-économiques supplémentaires. Cependant l'intégration de capacités permanentes de programmation, d'exécution et de suivi devrait être graduellement inscrit au budget de 'fonctionnement' du Ministère pour renforcer/compléter progressivement le cadre d'appui technico-économique des services publics et institutions, au niveau national, régional et local. De plus, le désengagement graduel de l'Etat de certaines fonctions, notamment par la responsabilisation des acteurs locaux et de leurs associations, ainsi que la restructuration graduelle des institutions/administrations par un

recentrage sur les fonctions essentielles permet également une meilleure utilisation des moyens de fonctionnement disponibles.

Investissements. Les estimations des besoins en investissements à moyen terme (2005-2008) dans le secteur rural ont été réalisées sur base des programmes et projets proposés lors des études sectorielles réalisées dans le cadre de l'établissement du plan stratégique en tenant compte: (i) de l'analyse des dépenses 2000-2004, (ii) des programmes en cours et (iii) des propositions sectorielles intégrées au niveau des programmes. Au regard des programmes proposés, le budget global du plan d'action 2005-2008 d'appui au secteur rural (agriculture et pêche) a été estimé à 15.4 millions de contos (environ 162 millions de \$EU), soit environ 3.85 millions de contos par an (41 millions de \$EU), répartis comme suit :

Sources de financement (en contos CV)	2 005				2 006	2 007	2 008	TOTAL	%
	Total	Disponibles	Trésor	FC/AAL					
Programme 1: Aménagement des bassins hydrographiques et de développement rural intégré	660 000	250 000	66 000		660 000	660 000	660 000	2 640 000	17%
Programme 2: Valorisation des ressources rurales pour un développement agro-sylvo-pastoral durable (loc + nat)	1 750 000		175 000	1 250 000	1 750 000	1 750 000	1 750 000	7 000 000	45%
Programme 3: Valorisation des ressources halieutiques pour une pêche durable	500 000	250 000	50 000		500 000	500 000	500 000	2 000 000	13%
Programme 4: Mesures d'accompagnement (nationales, régionales et locales)	990 000		99 000	125 000	965 000	930 000	875 000	3 760 000	34%
TOTAL	3 900 000	500 000	390 000	1 375 000	3 875 000	3 840 000	3 785 000	15 400 000	100%
Solde à financer	1 635 000								

Les investissements représentent environ 20% et 25% du produit intérieur brut annuel respectivement de la pêche et du secteur agricole: ils intègrent également les opérations d'appui d'urgence aux populations sinistrées par la sécheresse, tout en contribuant à l'édification de bases de développement socio-économiques et à la préservation des acquis.

Sources de financement. L'appui financier au secteur agricole des fonds de contrepartie de l'aide alimentaire et de dons divers est estimée à 1.37 millions de contos par an. L'intégration de ces fonds dans le cadre de la stratégie de développement agricole et du plan d'action tente de transformer l'aide d'urgence en outil de construction responsable d'une base de développement socio-économique pour l'amélioration durable des conditions d'existence des populations rurales. Les sources de financement potentielles ont été estimées en première approche sur la base: (i) des projets en cours (environ 13% du budget 2005), (ii) des fonds de contrepartie de l'aide alimentaire (FC/AAL) et de dons (environ 35% du PIP), et (iii) des apports du trésor public, dont la contribution moyenne a été estimée à 10% au PIP, sur la base des contributions actuelles et des engagements du gouvernement. Le solde global à financer est estimé à 1.64 million de contos par an, soit l'équivalent d'un total de 69 millions de \$EU sur la période de 2005-2008.

Les niveaux d'exécution et de financement à prendre en considération sont:

- *niveau local* : comprend les activités entreprises au niveau du terrain en support DIRECT à la production agricole (et pêche) et de la valorisation de la production. Ces activités ciblent les services d'appui au niveau local, y compris les services de vulgarisation, en vue d'établir des conditions favorables pour une production durable (environ 75% des ressources publiques).
- *niveau national/régional*: comprend les activités de support du secteur public au développement agricole au niveau national. Ces actions sont de la responsabilité du MAAP, en collaboration avec d'autres Ministères, parastataux et organisations centrales/fédérées. (environ 20% des ressources publiques).
- *niveau transversal et intersectoriel* : comprend toutes les actions nationales liées indirectement au développement agricole partagées avec d'autres Ministères qui couvrent un éventail de fonctions de coordination /coopération qui demandent une attention significative du MAAP (environ 5% du budget).

g. SUIVI ET EVALUATION.

Actuellement, les différents systèmes de suivi des programmes agricoles sont peu efficaces : pour palier à ces insuffisances, le suivi-évaluation devra être professionnalisé, internalisé comme outil de gestion et intégrer (i) le suivi participatif, (ii) le suivi d'exécution et (iii) l'évaluation de l'impact. Les études d'impact seront

contractées à des bureaux privés (une équipe multidisciplinaire d'experts indépendants) sur la base de termes de référence qui tiendront compte des paramètres les plus pertinents et sensibles au moment de l'évaluation. A tous les niveaux, les rencontres périodiques des différents partenaires permettront d'échanger les observations et suggestions pertinentes sur la mise en œuvre de la stratégie et de formuler d'éventuelles mesures correctives.

h. RESPONSABILITES INSTITUTIONNELLES

Dans la mesure où le MAAP est le responsable pour le développement du secteur agricole et de la pêche, la responsabilité institutionnelle pour l'organisation du suivi et de l'évaluation des programmes lui incombe : à ce titre, le cabinet d'études (GEP) semble le mieux placé pour coordonner cette tâche. A tous les niveaux, les rencontres périodiques des différents comités pourront contribuer par leurs observations et suggestions pertinentes au suivi de la stratégie et à la formulation d'éventuelles mesures correctives, en cas de résultats non encourageants. Enfin, des études spécialisées sont nécessaires pour assurer la compilation des informations et l'analyse scientifique des données par rapport aux indicateurs choisis. Un mécanisme de concertation participatif et intersectoriel est proposé en vue de coordonner l'ensemble des interventions et de promouvoir leur synergie pour l'amélioration des conditions d'existence durable des populations rurales.

i. RISQUES ET CONDITIONS DE REUSSITE DU PLAN D'ACTION

Le Plan a pour objectif majeur d'accélérer la croissance du secteur agricole et de la pêche, grâce à la mise en œuvre des stratégies et une plus grande efficacité des investissements en termes de croissance socio-économique et de réduction de la pauvreté. A cette fin, les différentes contraintes évoquées précédemment doivent être progressivement levées pour augmenter les chances de réussite. Les principales réformes qui apparaissent nécessaires pour lever ces contraintes du domaine institutionnel, sont entre autres:

- ***la restructuration des organes majeurs du MAAP*** en vue de simplifier les organigrammes et d'introduire le travail d'équipe par programmes multidisciplinaires, une 'culture de la performance' et de réponse à la demande dans un cadre intégré et décentralisé,
- ***le renforcement et l'adaptation des ressources humaines*** pour adapter les profils de formation aux besoins en capacités professionnelles requises
- ***l'accélération de la mise en œuvre des réformes transversales*** touchant notamment la sécurité foncière (plan foncier rural), la promotion du crédit à moyen terme et l'équité d'accès aux ressources,
- ***la coordination améliorée des appuis extérieurs*** pour assurer davantage de synergie entre les divers financements et leur ciblage sur les priorités nationales,
- ***le dynamisme de l'implication du secteur privé et associatif*** dans l'augmentation des flux financiers et économiques orientés vers le secteur rural, et
- ***le dimensionnement des projets d'infrastructures*** sur la capacité d'appropriation et de maintenance des organisations locales.

Les facteurs de risque sont toujours présents et ont principalement trait: (i) au trinôme environnement – insécurité alimentaire – pauvreté, (ii) à la pression démographique et à l'utilisation excessive (dégradation) des ressources dans l'espace et dans le temps, (iii) à la rareté des ressources en sols et eau et leur accès inégal, (iv) à la faible responsabilisation et adhésion des populations rurales et (v) à la vulnérabilité générale de l'agriculture et de la pêche capverdienne.